

EUROBAROMETRE 64

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Automne 2005

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Presse et Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs

La perception des politiques de l'UE et de ses institutions

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

Janvier 2006

La Constitution Européenne : une nécessité au bon fonctionnement des institutions

Une personne sur deux préconise la renégociation du projet actuel, une personne sur quatre veut continuer le processus de ratification

L'événement majeur durant la période précédant ce sondage Eurobaromètre a été le référendum du 10 juillet 2005 portant sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe dont l'issue positive fut par moments incertaine, notamment après les NON français et néerlandais. Les sujets européens ont dominé de fait l'actualité politique au Luxembourg tout au long de la première partie de l'année en raison de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union au premier semestre.

Le sondage Eurobaromètre 64.2, réalisé par la Commission européenne en automne 2005 dans les 25 pays de l'UE, fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysés également l'image de l'Union européenne, la confiance dans les institutions politiques européennes et nationales, le devenir de l'Union politique européenne et la poursuite du processus de ratification de la Constitution européenne.

L'Union européenne continue à bénéficier d'un taux de confiance élevé auprès des habitants du Luxembourg. Interrogés dans le cadre du sondage Eurobaromètre, les résidents luxembourgeois ont toutefois répété clairement un avis majoritairement négatif sur de futurs élargissements de l'UE.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Pour l'EB 64.2, le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 510 personnes représentatives de la population du Luxembourg avec trois quarts de personnes de nationalité luxembourgeoise et un quart de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Entre satisfaction de la vie menée et pessimisme par rapport à l'évolution du marché du travail

Les habitants du Luxembourg sont à 92% satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir, mais ils s'attendent à une détérioration de la situation économique du pays. Si on s'attend également pour les douze mois à venir à une détérioration du marché de travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle. La lutte contre le chômage ressort logiquement comme priorité d'action de l'Union européenne, alors que les domaines touchant à l'action sociale (santé, retraites, emploi) devraient relever aux yeux des citoyens du Luxembourg du niveau national plutôt que communautaire. Dans ce cadre, notons que la fiscalité et l'éducation sont perçues également comme des domaines devant relever des compétences des gouvernements nationaux.

La confiance élevée accordée aux institutions nationales et européennes

Les citoyens du Luxembourg accordent généralement une grande confiance à leurs institutions, en premier lieu à leur gouvernement (70%), devant la Chambre des députés (67%) et la Police (67%), scores qui continuent d'évoluer à un niveau élevé. Au Luxembourg, siège de plusieurs institutions européennes, la confiance accordée aux institutions européennes dans leur ensemble est largement supérieure par rapport à celle au niveau de l'UE.

Le sentiment d'appartenance à l'Union européenne et la fierté d'être Européen

Le Luxembourg juge favorablement son appartenance à l'UE, avec 82% d'opinions positives, ce qui représente le score le plus élevé de tous les pays membres. Ce résultat est confirmé par celui qui fait ressortir que 75% des citoyens au Luxembourg estiment que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, chiffres en légère hausse depuis le dernier Eurobaromètre. Les influences positives de l'appartenance à l'UE en matière économique dominent largement aux yeux d'une grande majorité de répondants, à part la question de l'emploi. En corollaire, les habitants du Luxembourg se placent en tête des 25 pays membres de l'UE avec la question de savoir si l'on pense être non seulement citoyen de son pays mais également européen. De même, la fierté d'être Européen atteint avec l'Italie, le taux le plus élevé au Luxembourg. Malgré le fait que les répondants sont convaincus à 54% au Luxembourg que leur voix compte au sein de l'Union européenne, taux largement supérieur à la moyenne de l'UE (34%), ceux-ci revendiquent de la part des institutions européennes et du gouvernement national des efforts accrus pour les impliquer davantage dans les affaires européennes.

Un niveau de connaissances moyen sur l'Union européenne, mais une méconnaissance de la structure du budget de l'UE

Les résidents du Luxembourg estiment à 56% comprendre le fonctionnement de l'Union européenne, mais restent plutôt prudents, tout comme la plupart des pays, lorsqu'il s'agit d'auto-évaluer ses propres connaissances sur l'UE, ses politiques et ses institutions. Près d'un sondé sur trois estime que le poste budgétaire le plus important est celui des « frais administratifs, de personnel et des bâtiments » et seulement 22% (UE : 17%) des personnes interrogées au Luxembourg savent que « l'agriculture » constitue la dépense la plus importante. Pour cette question, on n'observe aucune évolution significative depuis l'automne 2004.

La Constitution européenne

Les effets d'une Constitution européenne sur le fonctionnement des institutions et la place de l'UE dans le monde sont jugés favorablement au Luxembourg et dans l'UE dans son ensemble. De même si l'adoption d'une Constitution représente une nécessité pour 70% des sondés au Luxembourg et 60% dans l'UE, une personne sur deux préconise une renégociation du projet actuel plutôt que de continuer le processus de ratification, opinion exprimée par une personne sur quatre.

Un rejet de futurs élargissements par le Luxembourg et beaucoup d'autres pays de l'UE

Le Luxembourg est avec l'Allemagne, l'Autriche et la France un des pays qui est globalement le plus opposé aux futurs élargissements de l'UE. Néanmoins les trois pays non candidats (Norvège, Suisse et Islande) sont les bienvenus au sein de l'UE, si on demande aux citoyens du Luxembourg leur avis pays par pays. La Turquie se voit rejetée le plus avec l'Albanie.

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	2
Eurobaromètre, des sondages réguliers	6
Répartition socio-démographique de l'échantillon au Luxembourg	7
I. Aperçu de l'opinion	8
I.1. Vie et situation personnelle	8
I.2. Les attentes pour l'avenir	10
I. 3 Confiance dans les institutions nationales	15
I. 4. Les deux plus importants problèmes auxquels l'Union européenne doit faire face	16
I. 5. Les deux objectifs prioritaires au Luxembourg pour les 10 – 15 années à venir	17
Actions et priorités de l'Union européenne	17
I.6. Le lieu de décision : niveau national ou niveau de l'UE	18
I.7. Les actions prioritaires de l'Union européenne	19
II. L'individu et l'Union européenne.....	20
II.1. Le sentiment d'appartenance au Luxembourg et à l'Union européenne	20
II.2. Le sentiment face à l'Union européenne	22
II.3. Ma voix compte au sein de l'Union européenne.....	23
II.4. Sentiment d'être impliqué dans les affaires de l'Union européenne.....	24
III. Être de nos jours un membre de l'Union européenne	25
III.1. Soutien pour l'appartenance à l'Union européenne.....	25
III.2. Bénéfices octroyés grâce à l'appartenance à l'Union européenne	27
III.3. Bonnes et mauvaises influences	29
III.4. Image positive, mais mitigée de l'Union européenne	30

IV. Confiance accordée aux institutions européennes	32
IV.1. Les institutions européennes.....	32
Connaissance de l'Union européenne.....	35
IV.2. La compréhension du fonctionnement et la connaissance réelle de l'UE	35
IV.3. Les investissements du budget l'UE	36
V. Union politique et Constitution européenne	37
V.1. Pour ou contre une Union politique européenne	37
V.2. Vue sur la Constitution européenne.....	38
V.3. La Constitution européenne : la suite du processus.....	39
L'élargissement de l'Union européenne.....	40
V.4. Les élargissements futurs	40
V.5. Quels Etats doivent entrer dans l'UE ?	41

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 510 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Presse et Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 64.2 a été effectué au Luxembourg entre le 12 octobre et le 5 novembre 2005.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon pour l'EB 64.2 composé de 510 personnes, dont 76% sont de nationalité luxembourgeoise et 24% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le sondage a été effectué en automne après un premier semestre 2005 marqué notamment par la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et le référendum sur une Constitution pour l'Europe du 10 juillet où le « oui » l'a emporté avec un score serré de 56, 52% par rapport au « non » fort de 43,48%.

La première partie présente un aperçu de la vie et situation personnelle des résidents du Luxembourg ainsi que de leurs attentes y relatives en ce qui concerne le futur. Sont également inclus dans cette partie la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes ainsi que les problèmes et priorités d'action de l'Union européenne.

La deuxième partie se penche sur le sentiment d'appartenance à l'Union européenne et l'implication dans les affaires de l'Union européenne.

La troisième partie analyse le sentiment d'appartenance à l'Union européenne, les bénéfices de faire partie de celle-ci et l'image qu'elle a auprès des habitants du Luxembourg.

La quatrième partie examine la confiance accordée aux institutions européennes et les connaissances des citoyens en ce qui concerne l'Union européenne.

La cinquième partie montre les vues sur la Constitution européenne et le devenir de l'Union politique et illustre les tendances de l'opinion publique au sujet des futurs élargissements de l'Union européenne.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-25. Le rapport de l'Eurobaromètre 64.2, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILReS Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://europa.eu.int/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 510 personnes, dont 76% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

BE	Belgique	2%
DE	Allemagne	3%
FR	France	3%
IT	Italie	2%
PT	Portugal	11%
autres	autres citoyens issus de l'UE	3%

Répartition par sexe

Hommes	49%
Femmes	51%

Répartition par classe d'âge

15-24 ans	14%
25-39 ans	29%
40-54 ans	27%
+ 55 ans	30%

Répartition par classe socioprofessionnelle

Indépendants	5%
Salariés	45%
Non actifs	50%

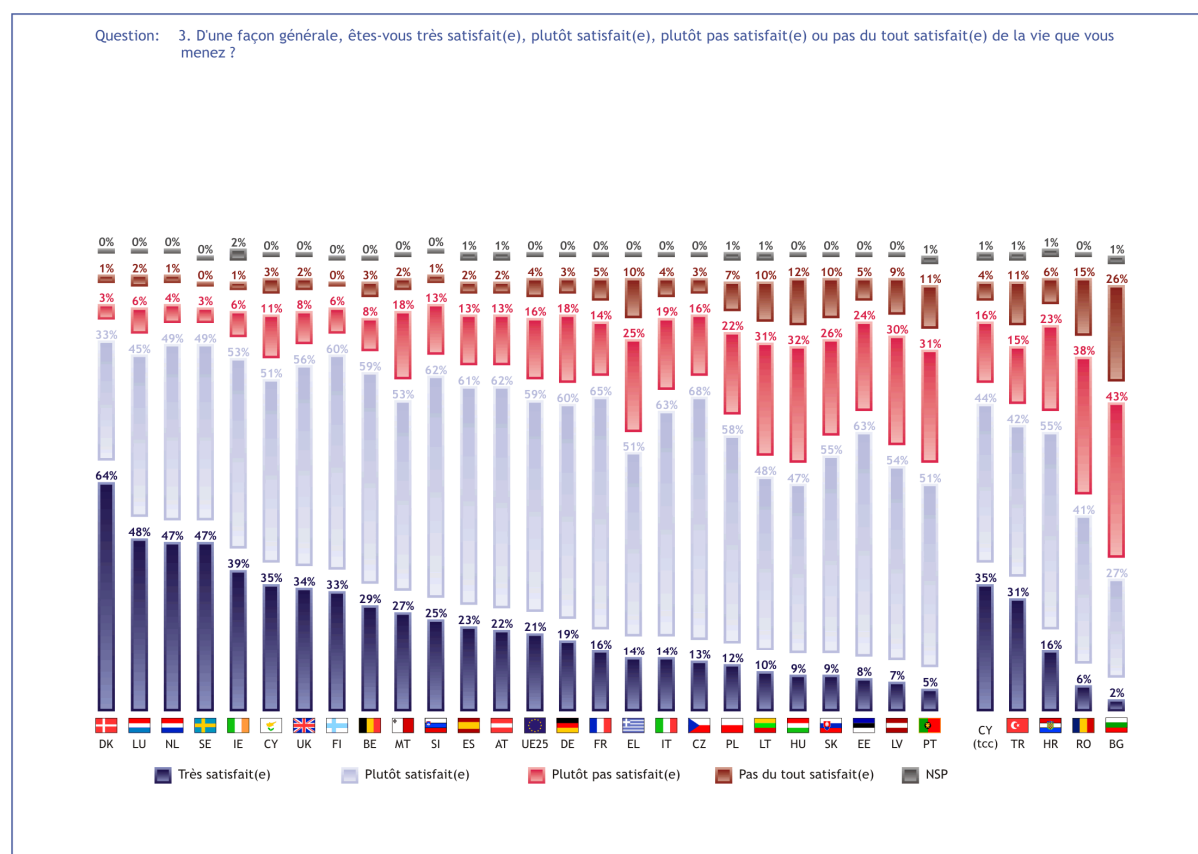
Chapitre 1

I. Aperçu de l'opinion

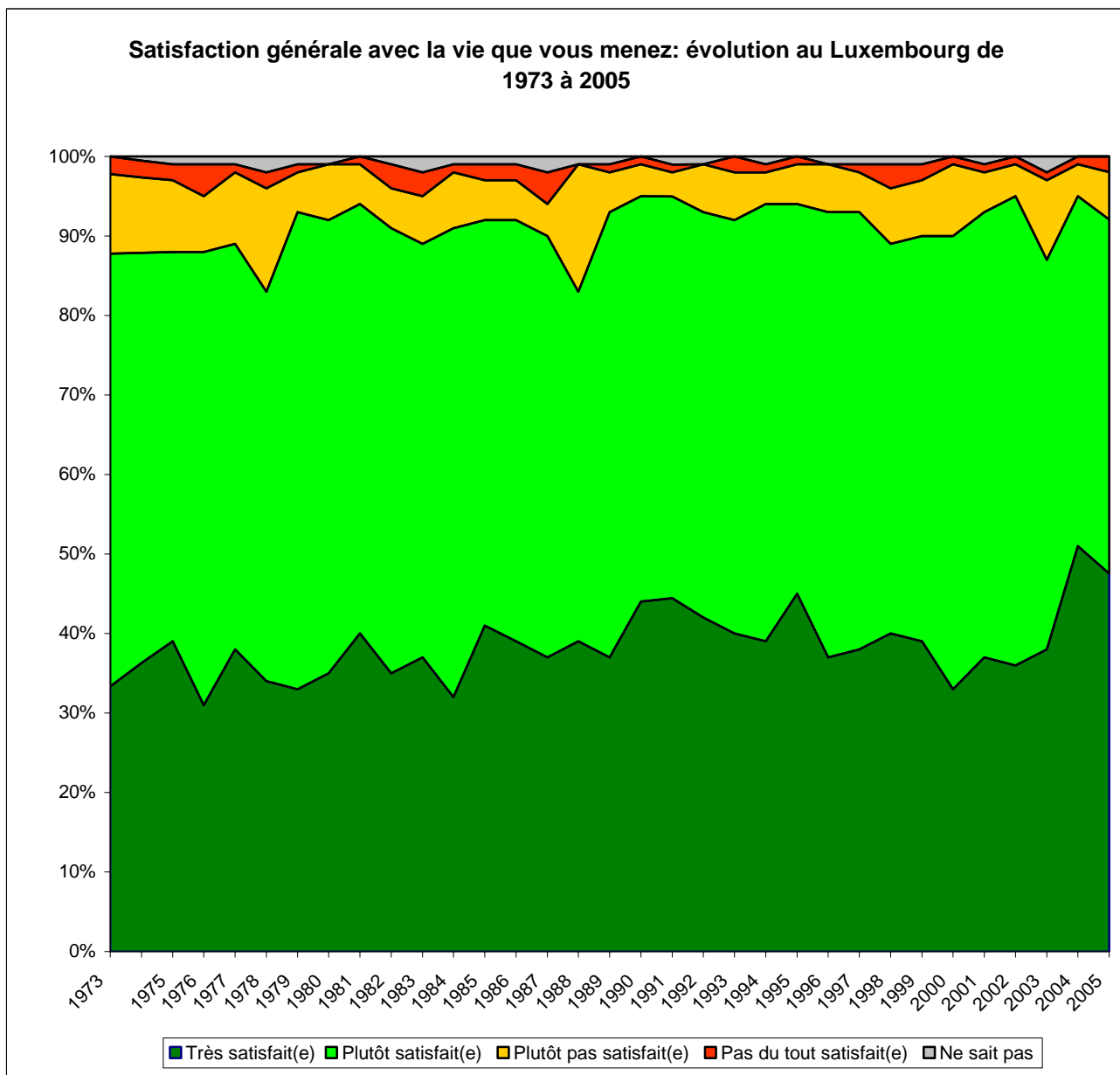
La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des citoyens évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle des citoyens ainsi que leurs attentes pour l'avenir. Ainsi 92% des habitants du Luxembourg sont satisfaits de la vie qu'ils mènent; ce taux évolue par ailleurs depuis plus de 20 ans dans une fourchette de 85% et 95% de personnes satisfaites. Si la plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change ou ne se détériore au cours des 12 mois à venir, ils s'attendent à une détérioration de la situation économique du pays et de celle du marché du travail. Bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle.

La lutte contre le chômage constitue un des problèmes majeurs et une priorité d'action de l'Union européenne au même titre que la lutte contre la pauvreté et la préservation de la paix et de la sécurité. Les citoyens souhaitent que la sécurité sociale, la fiscalité et l'éducation restent du ressort des gouvernements nationaux.

I.1. Vie et situation personnelle

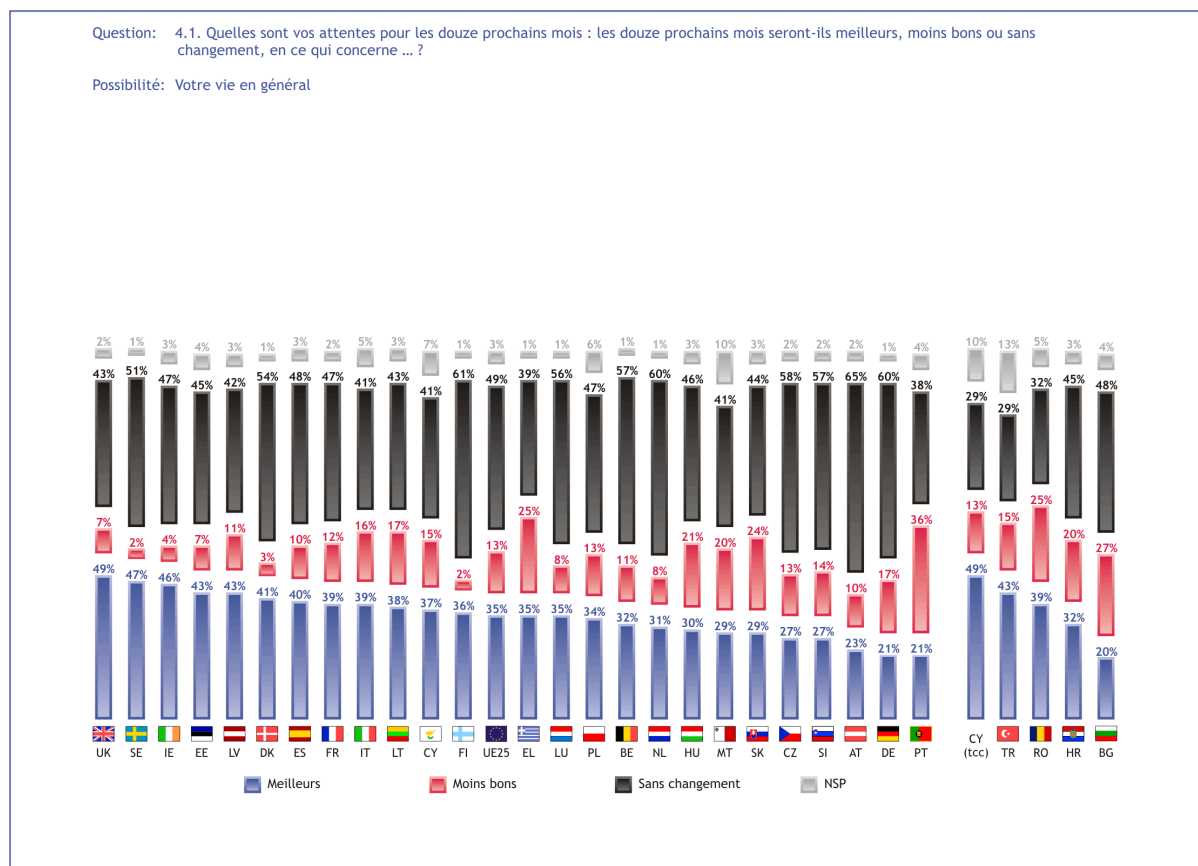


A la question s'ils sont satisfaits ou non de la vie qu'ils mènent, 92% des sondés au Luxembourg déclarent être très ou plutôt satisfaits de leur vie (UE : 80%). Non satisfaits se disent 6% des personnes interrogées au Luxembourg, contre 16% au niveau européen. Le Grand-Duché se classe en deuxième position derrière le Danemark, si on classe les pays par le taux de personnes très satisfaites, et ceci à un niveau sensiblement égal avec les Pays-Bas et la Suède. Bien qu'une très large majorité exprime sa satisfaction avec la vie menée, le taux des personnes insatisfaites approche ou dépasse les 30% en Hongrie, en Lituanie, en Lettonie et au Portugal. Il est de 38% en Roumanie et de 43% en Bulgarie, pays qui vont rejoindre l'UE dans un avenir proche.



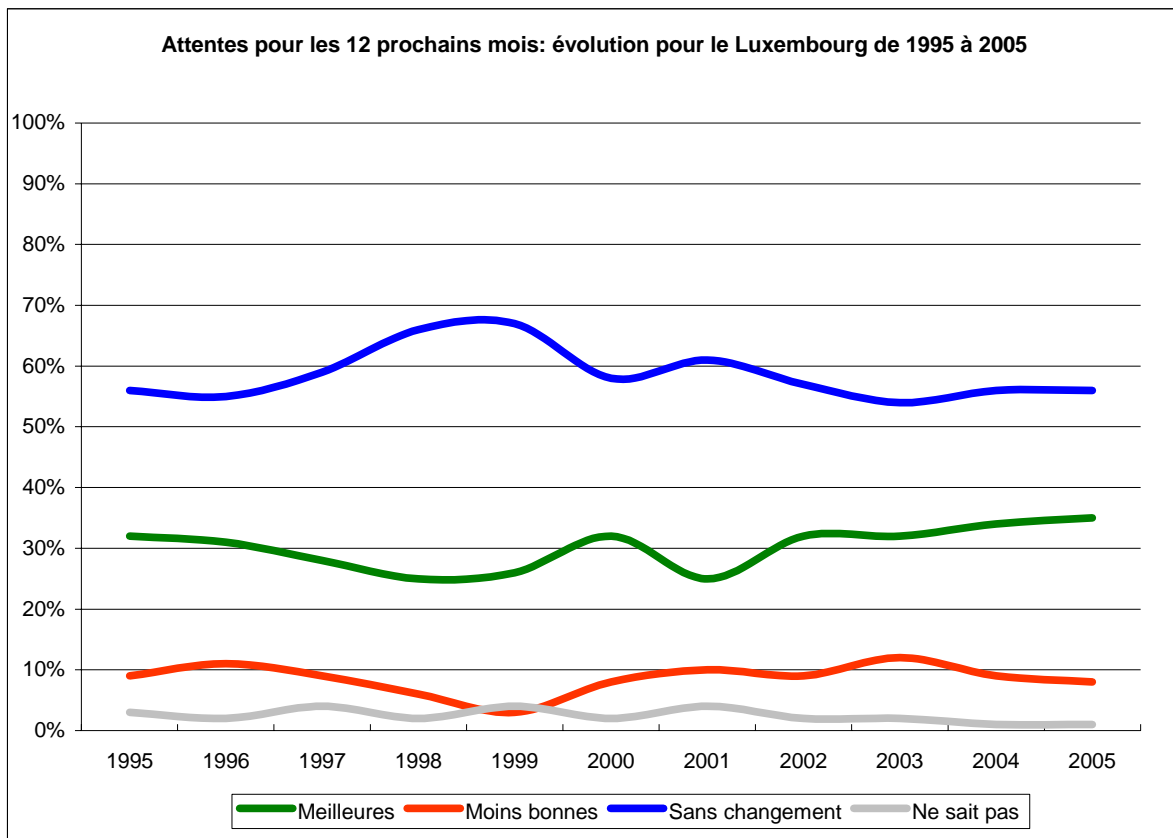
Un regard dans le passé nous indique que le niveau de satisfaction générale est relativement constant dans le long terme et n'évolue que de 10 points dans une fourchette de 85% à 95%; les scores les plus faibles ont été observés en 1978, 1988, 1998 et 2003; les plus élevés en 1979, 1981, 1990, 2002 et 2004.

I.2. Les attentes pour l'avenir



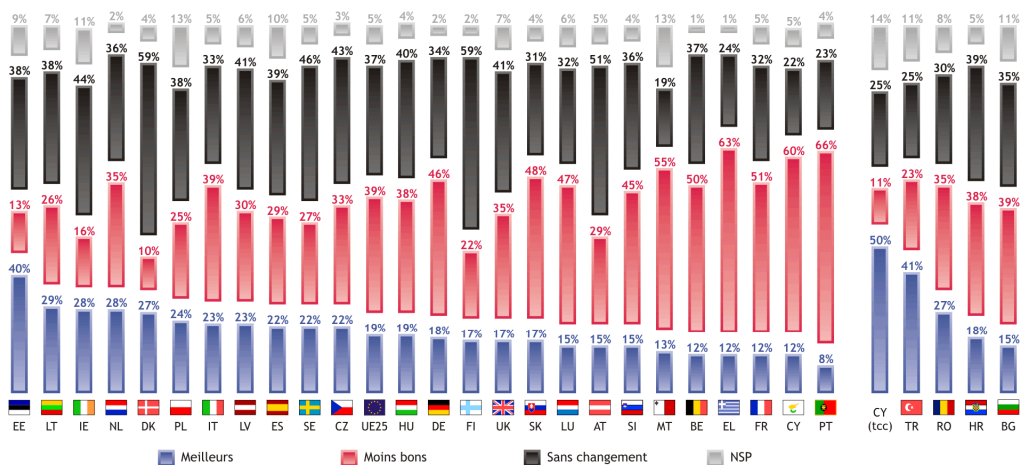
Au Luxembourg, 35% des sondés (UE: 35%) pensent que leur vie s'améliorera au cours des 12 mois à venir, 8% (UE: 13%) s'attendent à une détérioration et 56% (UE: 49%) estiment qu'il n'y aura pas de changements. Les plus optimistes sont actuellement les Britanniques (49%), les Suédois (47%) et les Irlandais (46%); les Portugais par contre sont de loin les plus pessimistes parmi les pays de l'UE actuelle avec plus d'un tiers d'opinions négatives. Parmi les pays candidats, on trouve dans l'ordre des optimistes : la Roumanie (39%), la Croatie (32%) et plus loin la Bulgarie (20%).

Un regard dans le passé, nous indique que, depuis le creux de 2001, les opinions optimistes progressent régulièrement et atteignent un niveau non encore atteint depuis 1995; la fourchette entre optimistes et pessimistes grandit depuis 2003 au dépens des opinions négatives.

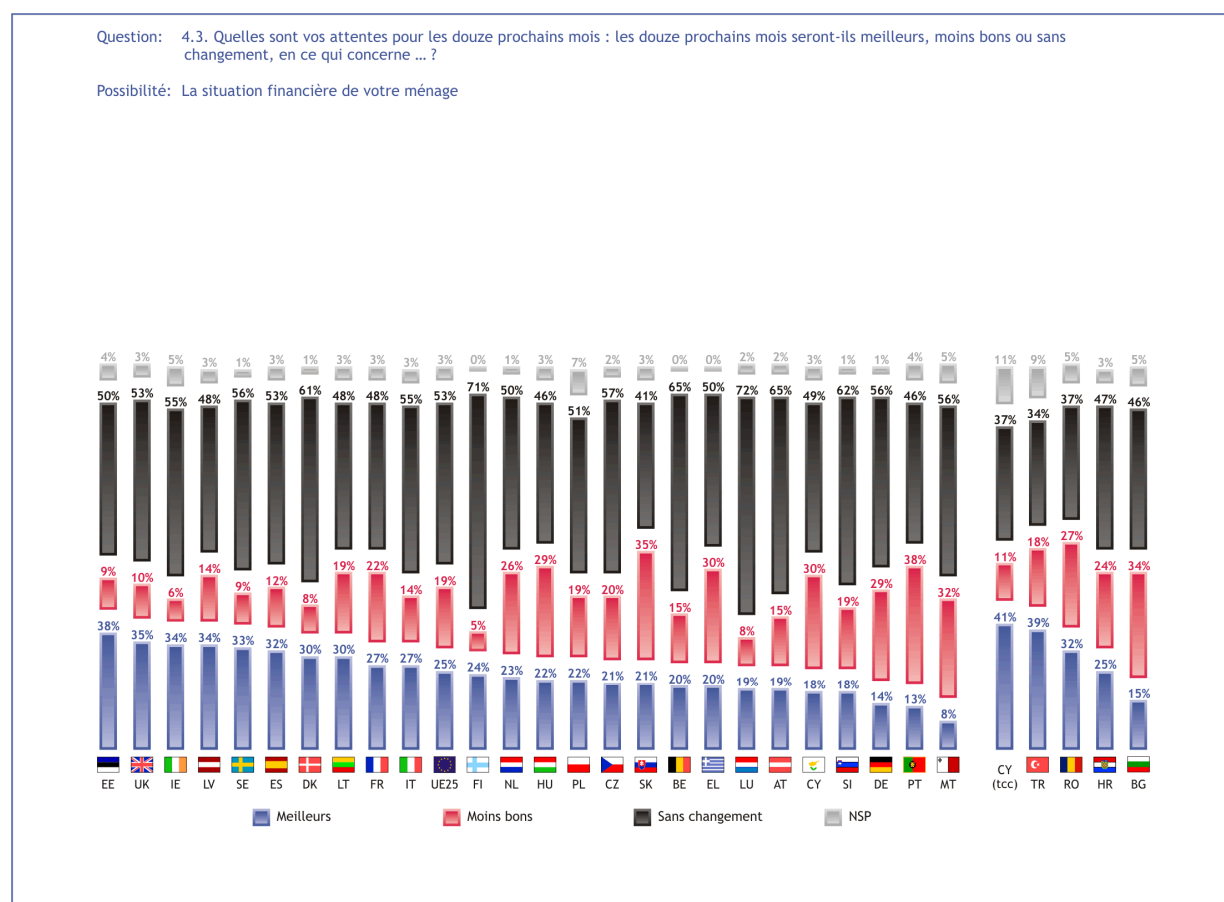


Question: 4.2. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique au Luxembourg



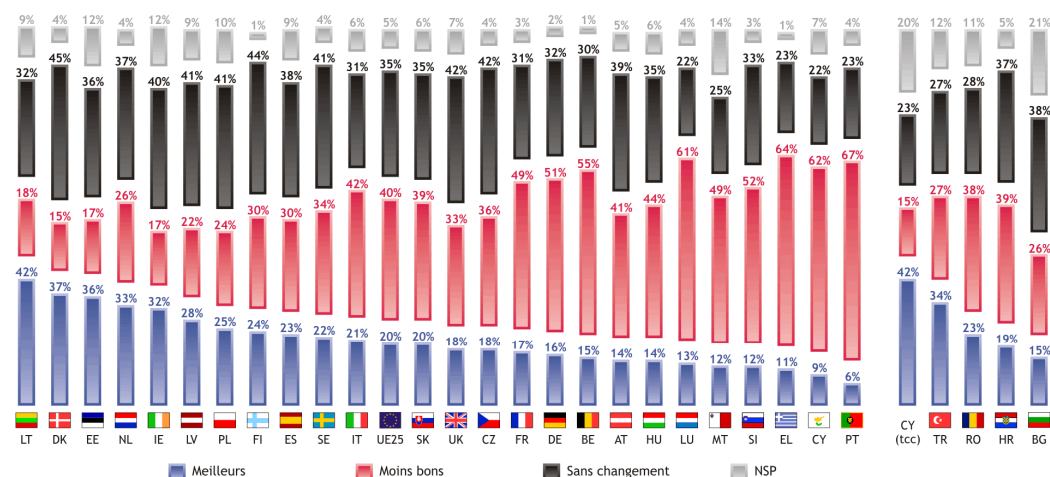
En ce qui concerne les attentes à l'égard de l'évolution de la situation économique des pays au cours des 12 prochains mois, le pessimisme est plus accentué, aussi bien au Luxembourg qu'en moyenne européenne. Ainsi, 15% des sondés au Luxembourg (UE: 19%) se montrent optimistes, 47% pessimistes (UE: 39%) quant à la situation économique future du Luxembourg. Les résultats luxembourgeois se sont détériorés considérablement depuis le printemps 2005, les opinions négatives progressant de 29% à 47% (UE : 37% à 39%) dans un climat national de discussion autour de réformes structurelles indispensables pour l'avenir et de déficit budgétaire pour 2006 (le Luxembourg pouvant se prévaloir jusqu'en 2004 de budgets nationaux excédentaires). Ainsi, les pessimistes sont désormais trois fois plus nombreux que les optimistes avec un tiers de personnes estimant que la situation économique du Luxembourg ne changera pas au cours des 12 mois à venir.



Quant à la situation financière de leur ménage, 19% (21% au printemps 2005) des sondés au Luxembourg se montrent optimistes (UE: 25%), contre 8% (7% au printemps 2005) de pessimistes (UE: 19%). Toutefois, environ les trois quarts des personnes interrogées au Luxembourg (72%, UE: 53%) pensent que la situation financière de leur ménage ne changera pas dans les prochains 12 mois. Il y a donc une nette différence d'appréciation de la situation du pays, plutôt morose, et celle de la situation de son propre ménage marquée par la constance pour la très grande majorité de la population.

Question: 4.4. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

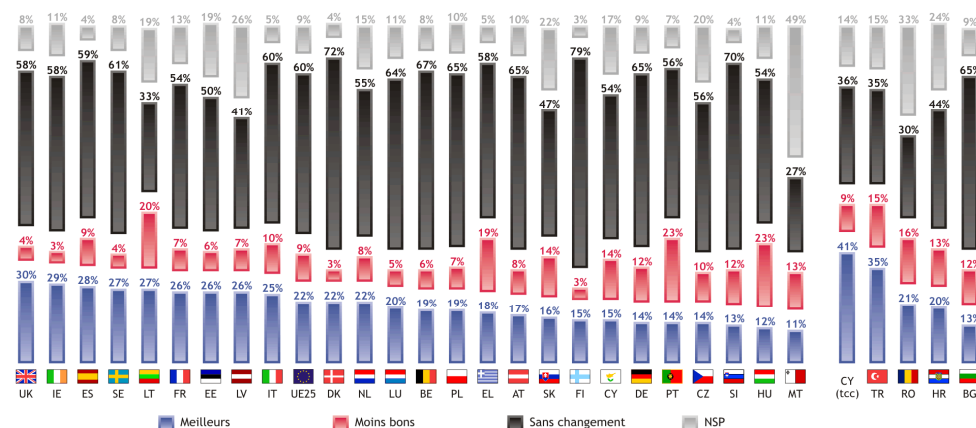
Possibilité: La situation de l'emploi au Luxembourg



Au niveau de l'appréciation de l'évolution du marché de travail, les sondés au Luxembourg manifestent un pessimisme prononcé. 61% (55% au printemps 2005) des personnes interrogées (UE: 40%) pensent que la situation de l'emploi sera plus mauvaise dans 12 mois. Seulement 13% (UE: 20%) sont optimistes et s'attendent à une amélioration de la situation. Le taux de chômage au Luxembourg, bien qu'assez bas par rapport à la moyenne européenne, a atteint un niveau record avant le début de cette enquête Eurobaromètre. Au niveau européen, le pessimisme au Luxembourg n'est dépassé qu'à Chypre (62%), en Grèce (64%) et au Portugal (67%).

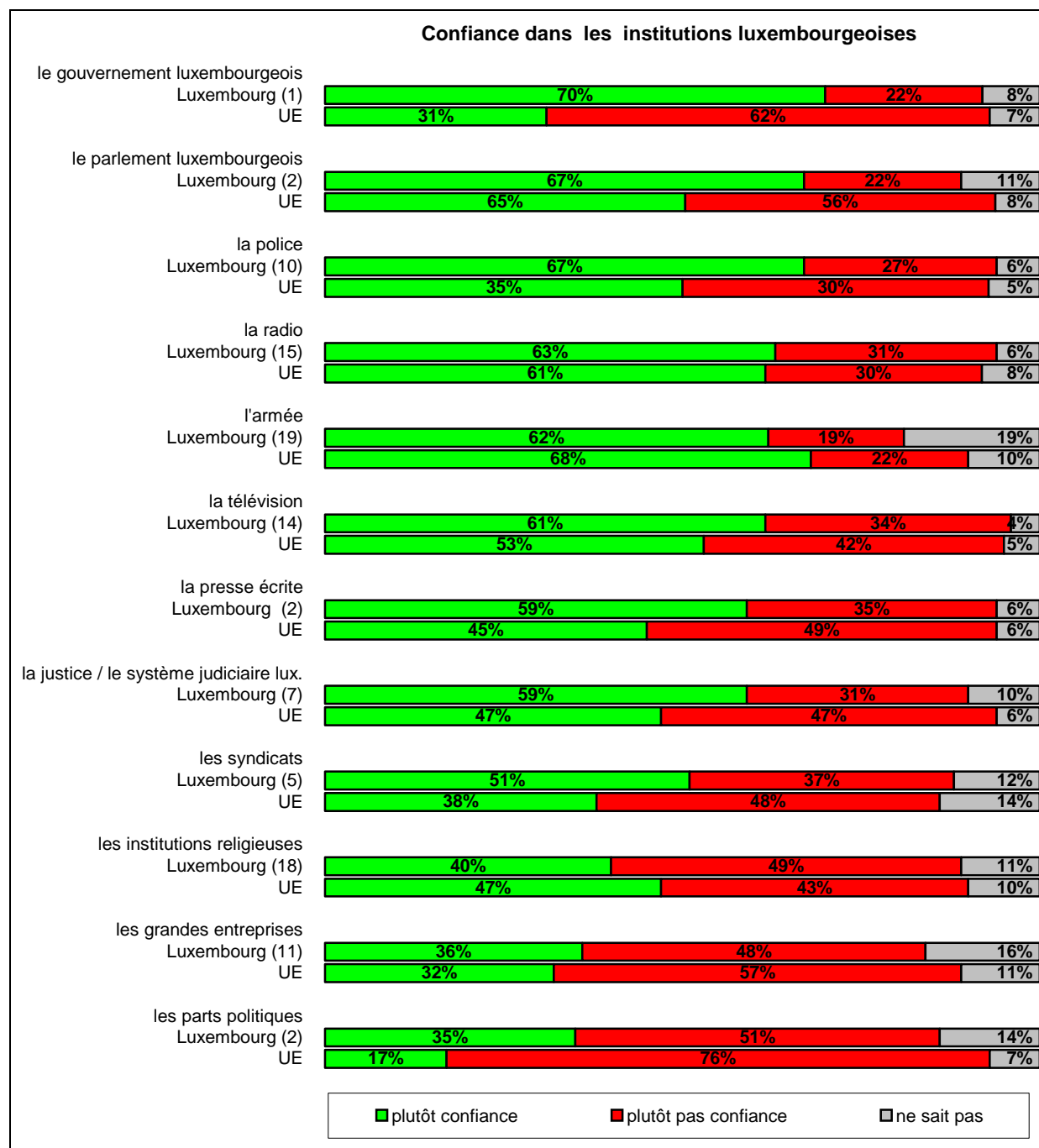
Question: 4.5. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre situation professionnelle



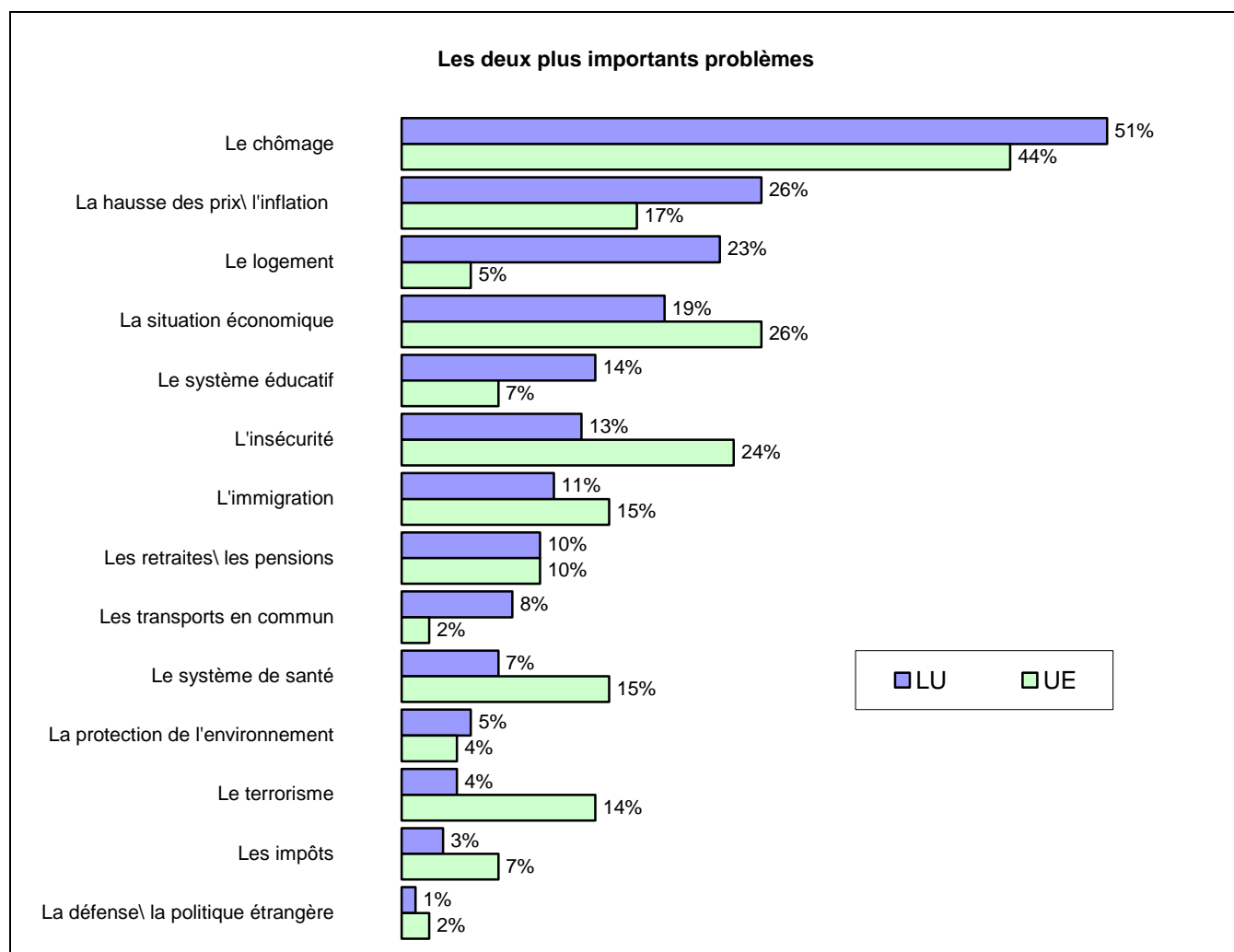
Sur le plan professionnel personnel, la grande majorité des sondés au Luxembourg (64%, UE: 60%) ne s'attend pas à des changements. Dans cette situation où près des deux tiers ne s'attendent à aucune évolution, les optimistes (20%; 16% au printemps 2005) sont néanmoins bien plus nombreux que les pessimistes (5%; 6% au printemps 2005).

I.3. Confiance dans les institutions nationales



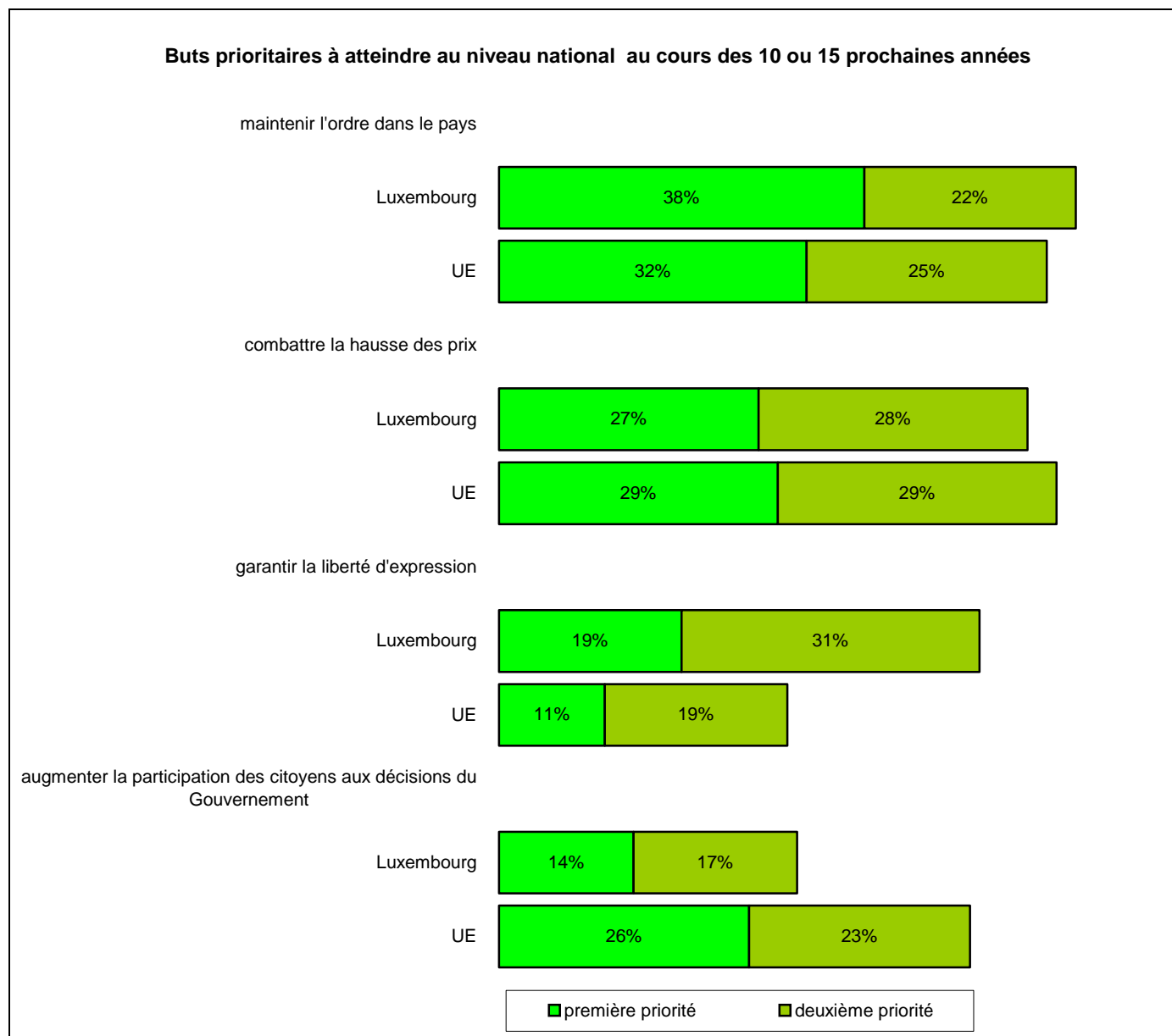
La confiance envers les différentes institutions au Luxembourg est très inégale et varie du simple au double (de 35% à 70%). Le gouvernement et le la Chambre des députés ont la confiance exprimée des deux tiers de la population. Ces deux institutions politiques se trouvent en compagnie de la Police Grand-Ducale qui bénéficie également d'une cote de confiance de 67%. Depuis le printemps 2005, avant le référendum sur la Constitution européenne, le gouvernement a gagné 2 points de confiance et le parlement 3%. Les médias, radio, télévision et presse, se situent autour de 60% de confiance; de réels problèmes de crédibilité connaissent à l'heure actuelle surtout les partis politiques et les grandes entreprises et à un degré moindre les institutions religieuses. Entre parenthèses figure la place du Luxembourg dans le classement des pays de l'Union européenne pour la confiance accordée à chacune des institutions au niveau national.

I.4. Les deux plus importants problèmes auxquels l'Union européenne doit faire face



En concordance avec les résultats précédents sur l'évolution de la situation du marché de travail, le chômage ressort également au niveau de l'Union européenne comme le problème majeur auquel il faut faire face; l'emploi n'est donc non seulement une question nationale, mais également une question supranationale pour l'UE et ceci loin devant tous les autres problèmes qui peuvent se poser au niveau communautaire. L'inflation avec 26% et le logement avec 23% suivent plus loin. Il s'agit de problèmes majeurs que vit le Luxembourg actuellement avec une hausse des prix parmi les plus élevés de l'UE et des niveaux de prix pour les logements, aussi bien pour l'achat que pour les loyers, qui atteignent des niveaux historiques et incitent de plus en plus de citoyens à aller habiter dans les régions frontalières des pays voisins.

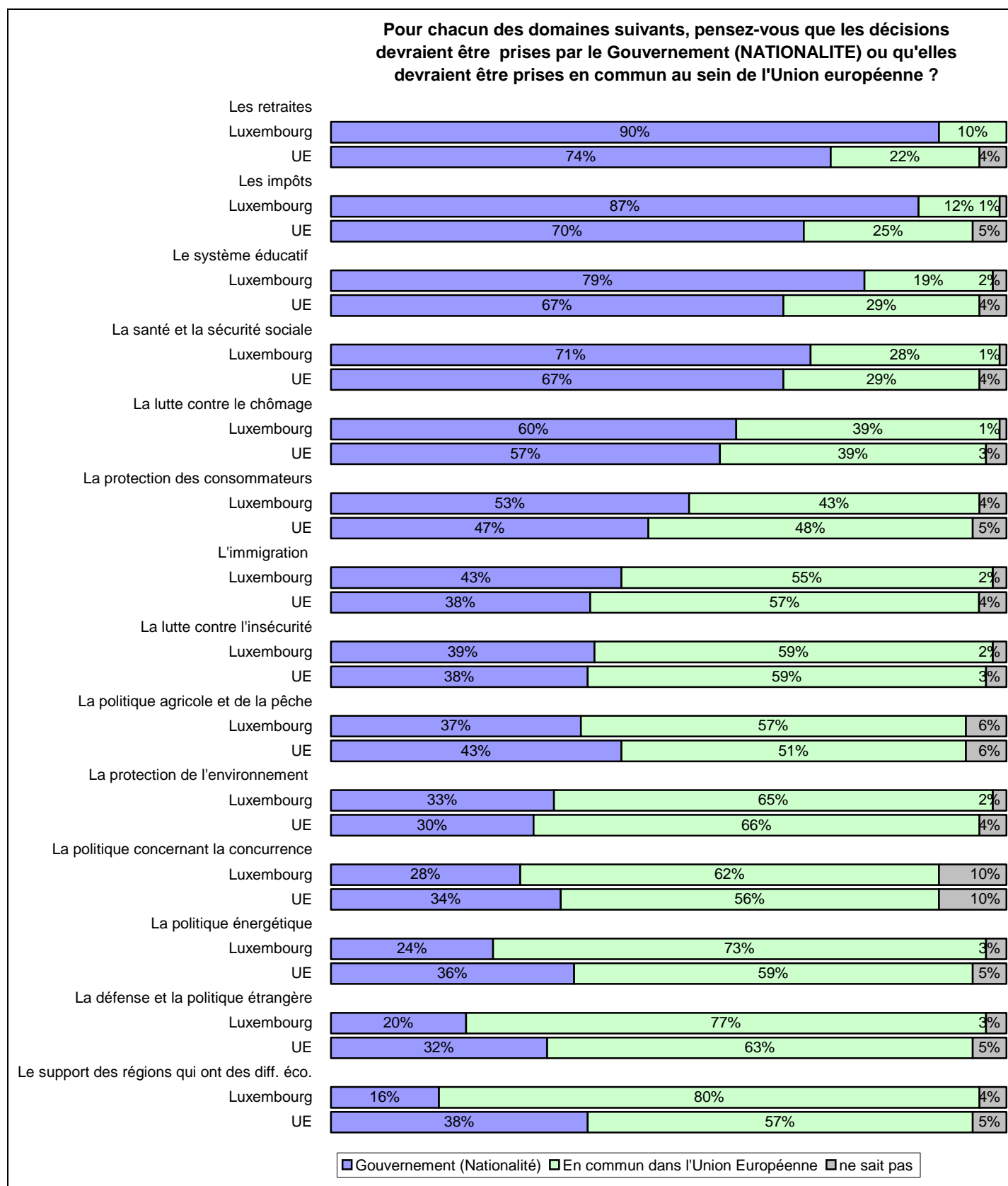
I.5. Les deux objectifs prioritaires au Luxembourg pour les 10 – 15 années à venir



Le maintien de l'ordre constitue aussi bien au Luxembourg (38%) que dans l'ensemble de l'Union européenne la première priorité (32%); au total, près de 60% des citoyens considèrent cette question comme un objectif prioritaire. La lutte contre la hausse des prix suit de près à la deuxième place avec un total 55% pour le Luxembourg et de 58% pour l'UE. Ensuite le Luxembourg se distingue nettement de l'ensemble de l'UE en plaçant en troisième lieu la garantie de la liberté d'expression devant l'augmentation de la participation des citoyens aux décisions du Gouvernement; les places 3 et 4 sont inversées au niveau de l'ensemble de l'UE.

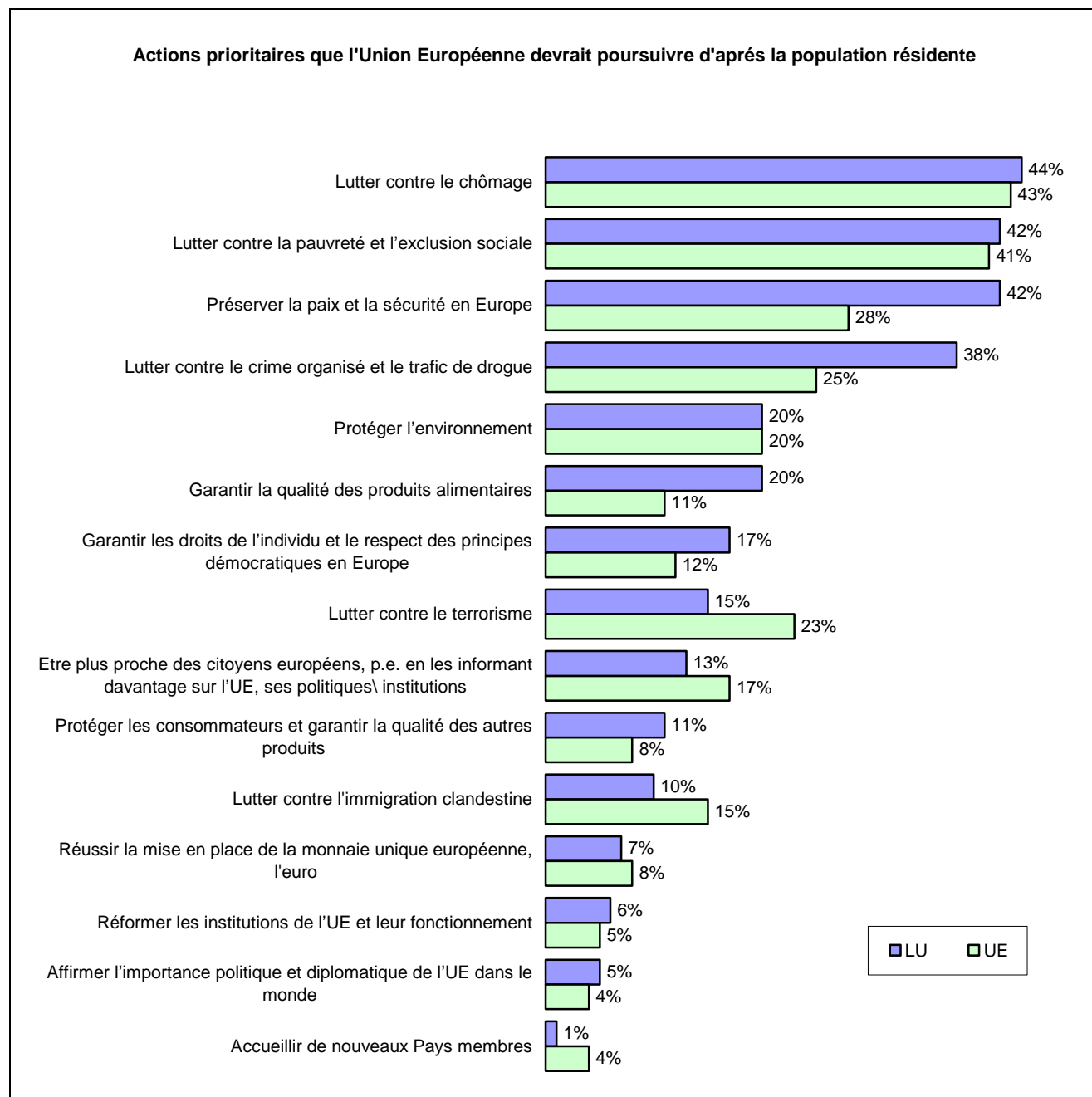
Actions et priorités de l'Union européenne

I.6. Le lieu de décision : niveau national ou niveau de l'UE



Les citoyens expriment des choix très clairs sur les domaines qui doivent être du ressort des gouvernements nationaux plutôt que de l'Union. Ces domaines sont ceux de la sécurité sociale avec les deux piliers retraites et santé, de même que la fiscalité et l'éducation. Notons que les scores pour les quatre domaines sont plus élevés que ceux de l'ensemble de l'UE. Si la lutte contre le chômage et la protection des consommateurs obtiennent encore une majorité pour le niveau national, tous les autres domaines évoqués ont l'adhésion d'une majorité pour être traités au niveau de l'Union, aussi bien au Luxembourg que dans l'ensemble de l'UE.

I.7. Les actions prioritaires de l'Union européenne



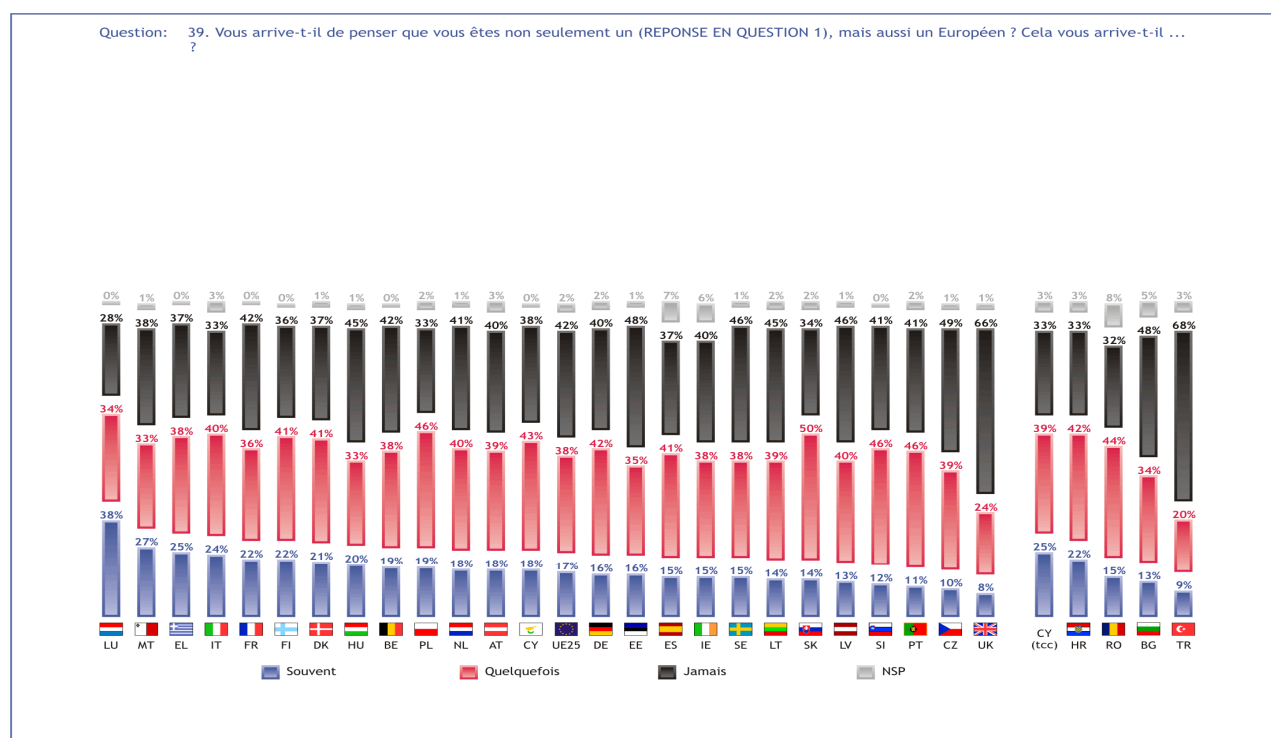
Les 4 actions prioritaires que devrait poursuivre l'Union européenne sont identiques au Luxembourg et dans l'ensemble de l'UE. La lutte contre le chômage revient en première priorité, comme lors d'autres questions traitées précédemment; viennent ensuite, presque au même niveau, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. D'autres domaines importants au Luxembourg sont également la préservation de la paix et de la sécurité en Europe ainsi que la lutte contre le crime organisé et le trafic de drogue. Toutes les autres actions indiquées n'atteignent que des scores bien plus faibles et ont donc un degré d'importance moindre pour les citoyens.

Chapitre 2

II. L'individu et l'Union européenne

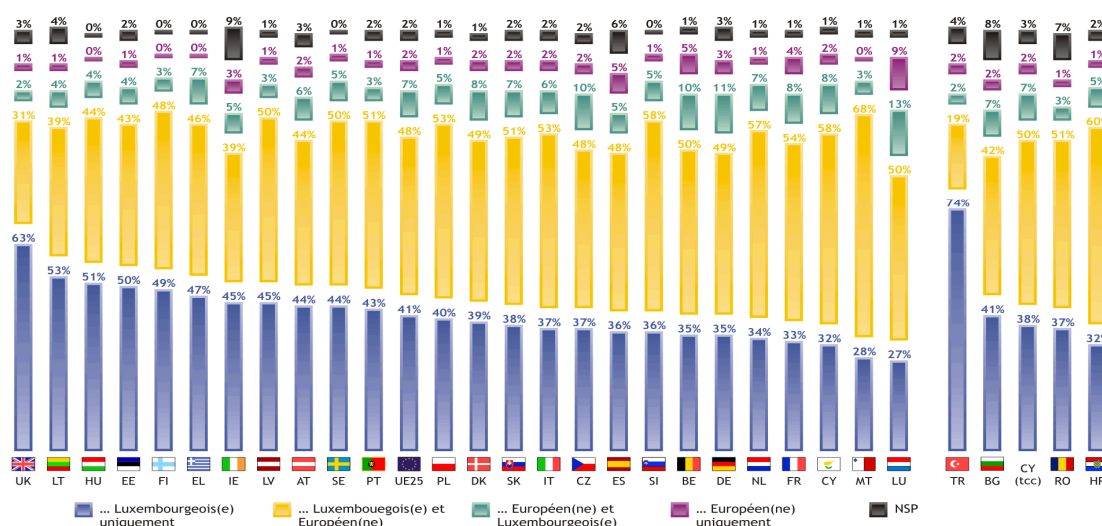
Les habitants du Luxembourg sont en tête des 25 pays de l'UE lorsqu'il s'agit du sentiment d'appartenance à l'Union européenne et de fierté d'être Européen. Si au Luxembourg une majorité de citoyens est d'avis que leur voix compte dans l'Union européenne, ce résultat est inversé dans la plupart des autres pays. Les populations demandent à leurs institutions d'être davantage impliquées dans les affaires européennes.

II.1. Le sentiment d'appartenance au Luxembourg et à l'Union européenne



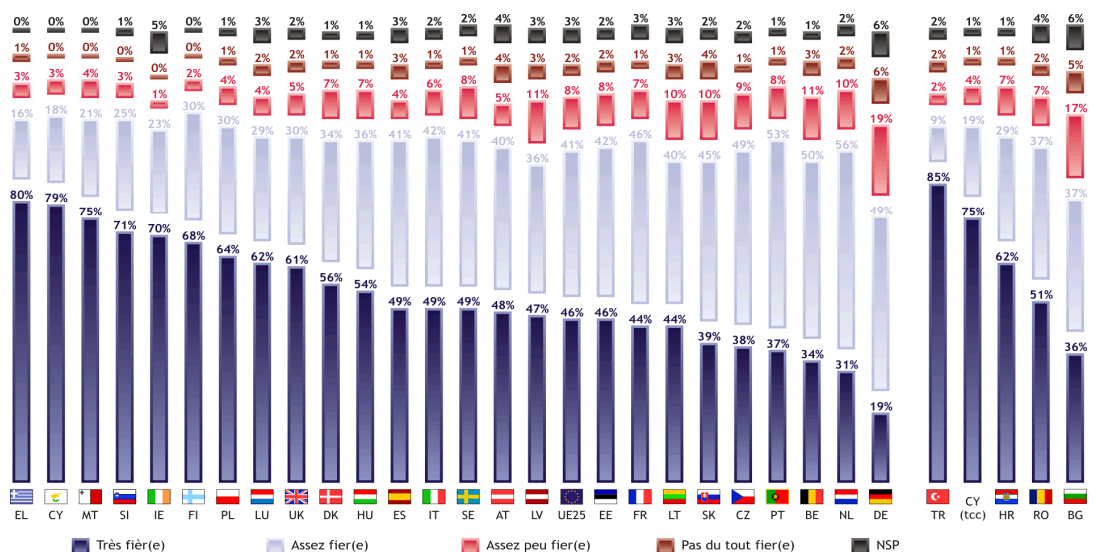
Les habitants du Luxembourg sont en tête des 25 pays de l'UE lorsqu'il s'agit du sentiment d'appartenance à l'Union européenne: 38% disent qu'ils pensent souvent être non seulement luxembourgeois, mais également européen et 34% le pensent quelquefois; à l'inverse seulement 27% se considèrent dans un avenir proche être uniquement luxembourgeois (UE: 41% se considèrent comme être uniquement de nationalité de leur pays).

Question: 40. Dans un avenir proche, vous voyez-vous ... ?

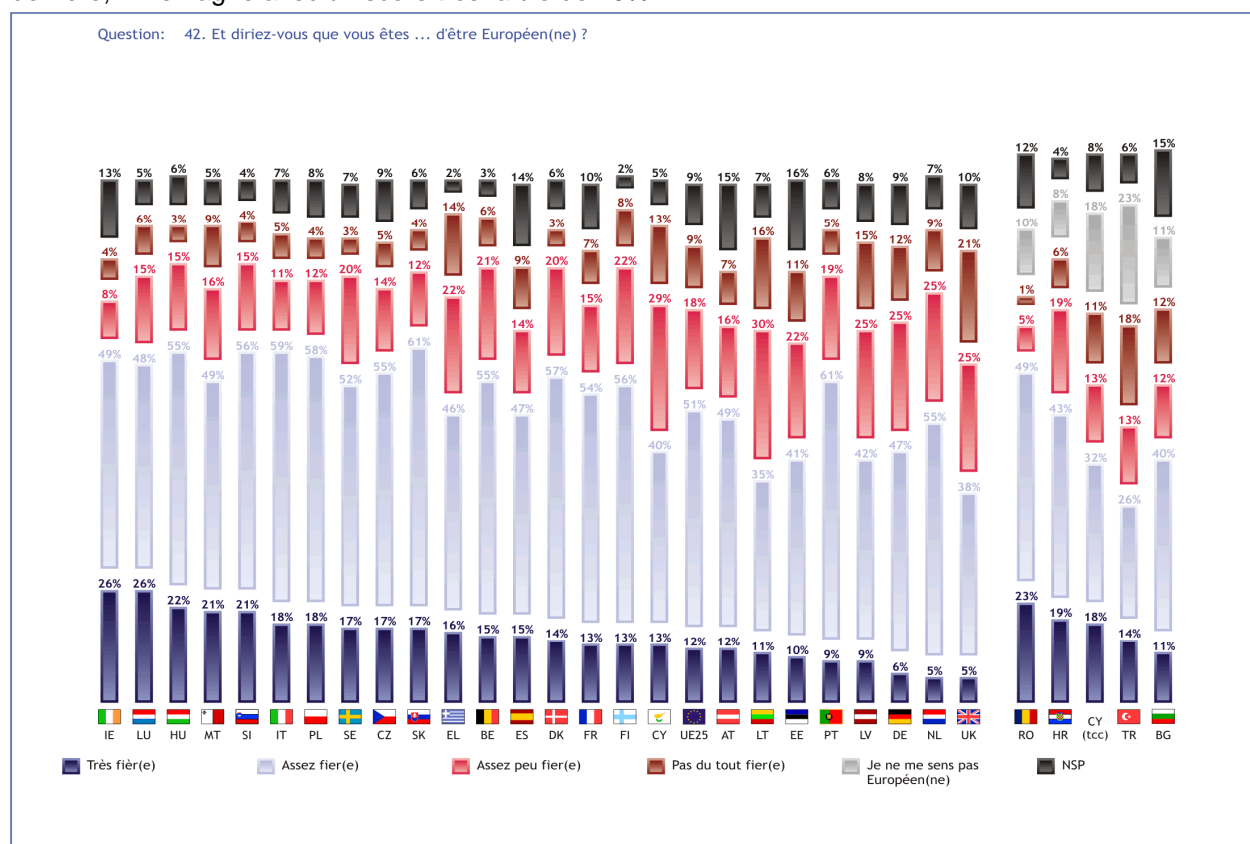


Les Britanniques, qui se voient à 63% comme britanniques uniquement dans un avenir proche, dominent de loin ce classement, les pays suivants se situant à plus de 10 points d'écart. Remarquons que les scores du Luxembourg sont bien entendu le résultat de plusieurs facteurs : une économie très interdépendante des trois pays voisins (Belgique, Allemagne et France), le siège d'institutions européennes importantes et la très forte proportion de résidents étrangers (plus d'un citoyen sur trois).

Question: 41. Diriez-vous que vous êtes très fier(e), assez fier(e), assez peu fier(e), pas du tout fier(e) d'être ... (NATIONALITE) ?

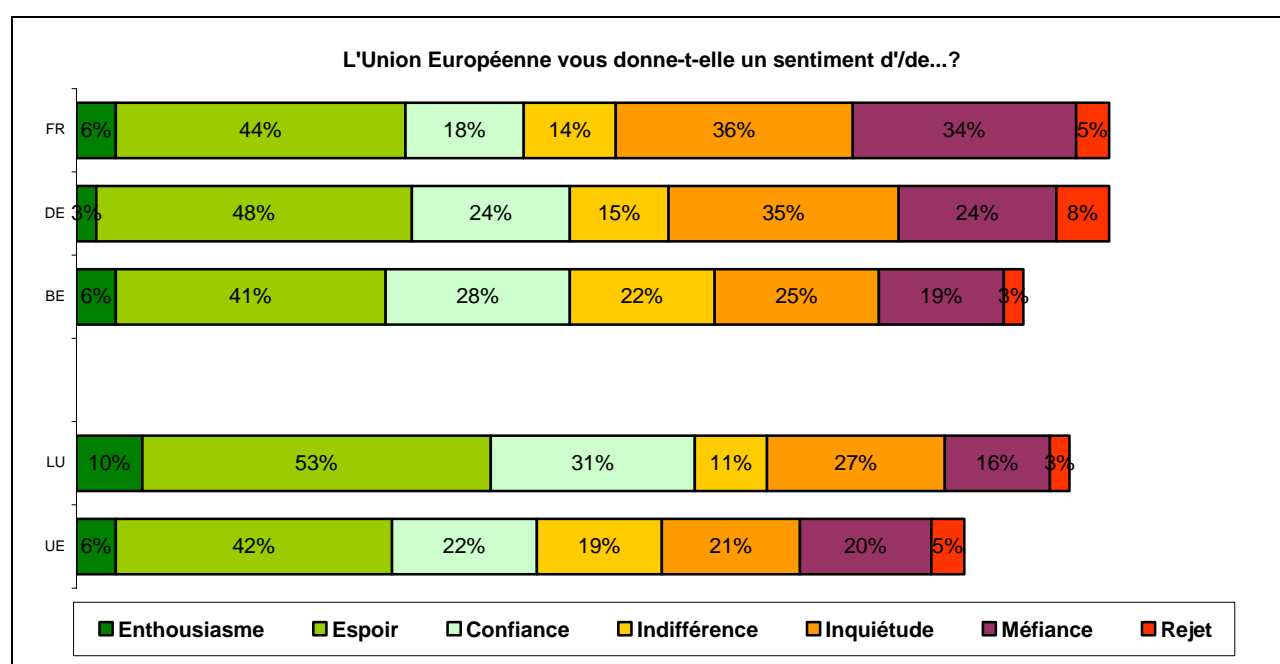


La fierté nationale est particulièrement forte en Grèce et à Chypre avec près de 80% de réponses « très fiers », le Luxembourg se situe à quelques 18 points de moins avec 62% (UE : 46%) au niveau des Anglais (61%). Remarquons qu'à la dernière place de ce classement des 25 se trouve reléguée, loin derrière, l'Allemagne avec un score très faible de 19%.



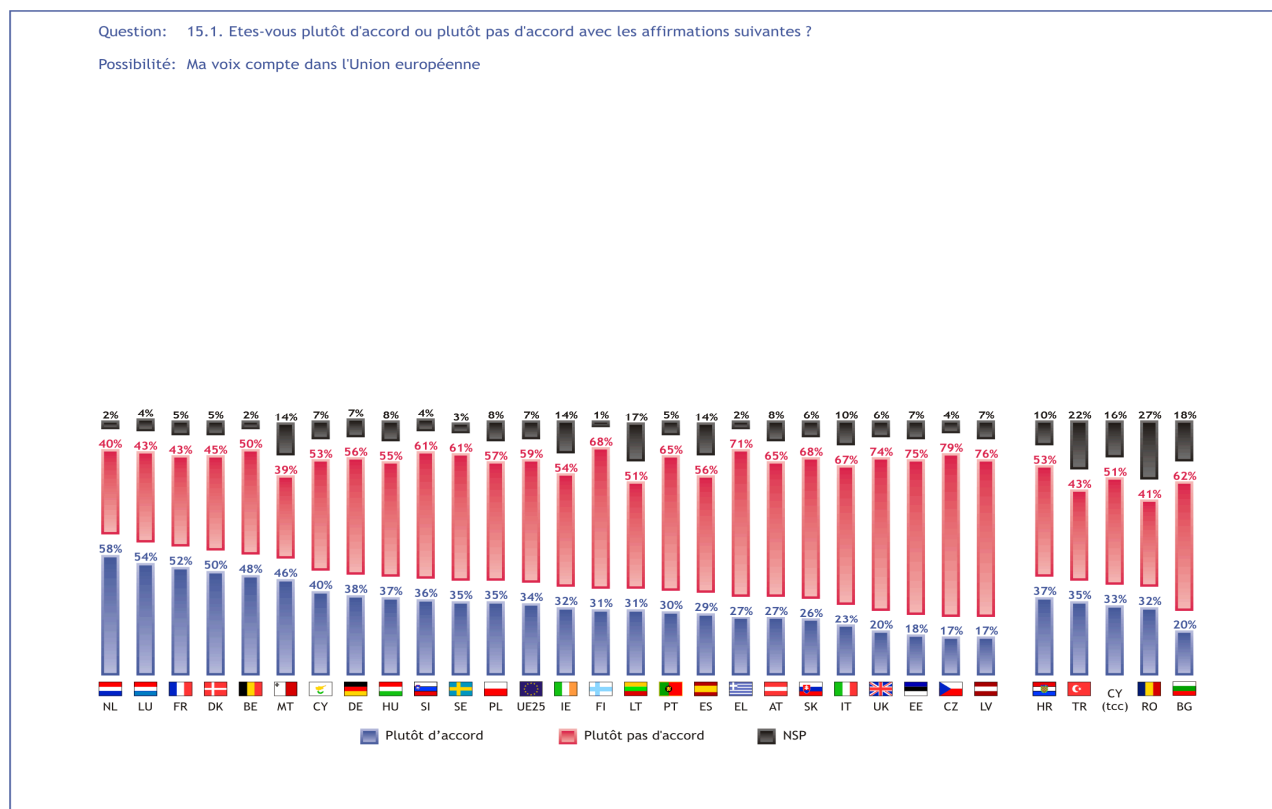
En corollaire ce graphique examine la fierté d'être Européen(ne); le Luxembourg est à nouveau en tête de ce classement, ex-aequo avec l'Italie avec 26% (UE : 12%) si on considère les réponses « très fiers »; la fin du classement est constitué par l'Allemagne (6%), les Pays Bas ex-aequo avec le Royaume Uni (5%).

II.2. Le sentiment face à l'Union européenne



En additionnant les sentiments positifs (enthousiasme, espoir et confiance) et les sentiments négatifs (inquiétude, méfiance et rejet), le Luxembourg obtient un rapport de 94% / 46%, donc deux fois plus de sentiments positifs que négatifs vis-à-vis de l'Union européenne. Au niveau des 25 pays membres ce rapport est de 70% / 46%, rapport moins favorable. A titre de comparaison les trois pays voisins du Luxembourg ont des résultats non seulement moins favorables, mais également divergents : la Belgique 75% / 46% étant près du niveau de l'UE, l'Allemagne plus proche de l'équilibre avec 75% / 67% et la France s'éloignant de cet équilibre avec un rapport défavorable 68% / 75%.

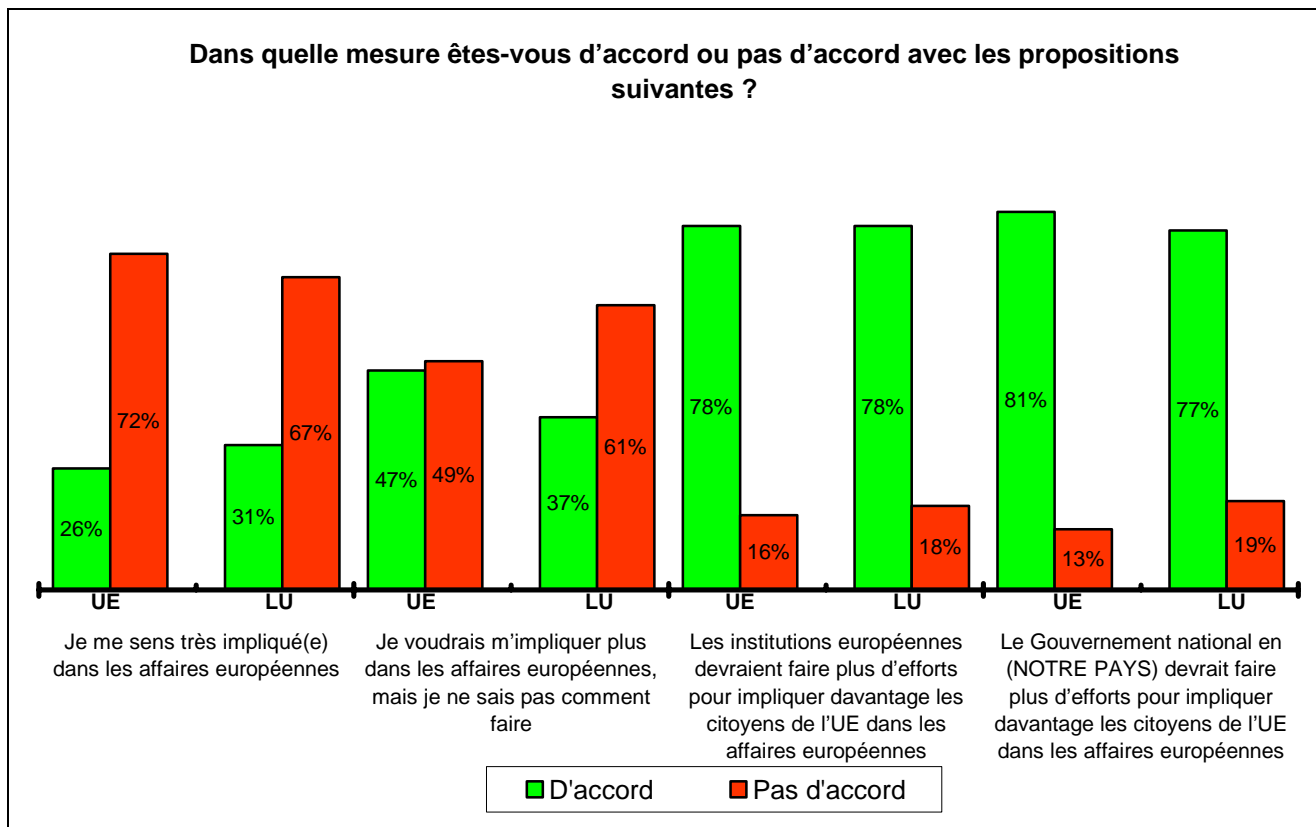
II.3. Ma voix compte au sein de l'Union européenne



Avec les Pays Bas (58%), le Luxembourg (54% ; UE : 34%) se trouve en tête du classement des personnes convaincues que leurs voix comptent au sein de l'Union européenne. Dans l'ensemble de l'UE et dans la très grande partie des pays, la majorité de la population est d'un avis contraire et n'est pas d'accord avec l'affirmation que leur voix compte !

II.4. Sentiment d'être impliqué dans les affaires de l'Union européenne

Par ailleurs on voit au graphique ci-dessous que le degré d'implication dans les affaires européennes est en dessous des ambitions de la population du Luxembourg et bien plus encore au niveau de l'ensemble de l'UE. Toutes les institutions, quelles soient européennes ou nationales, devraient faire plus d'efforts pour impliquer davantage leurs citoyens dans les affaires européennes.

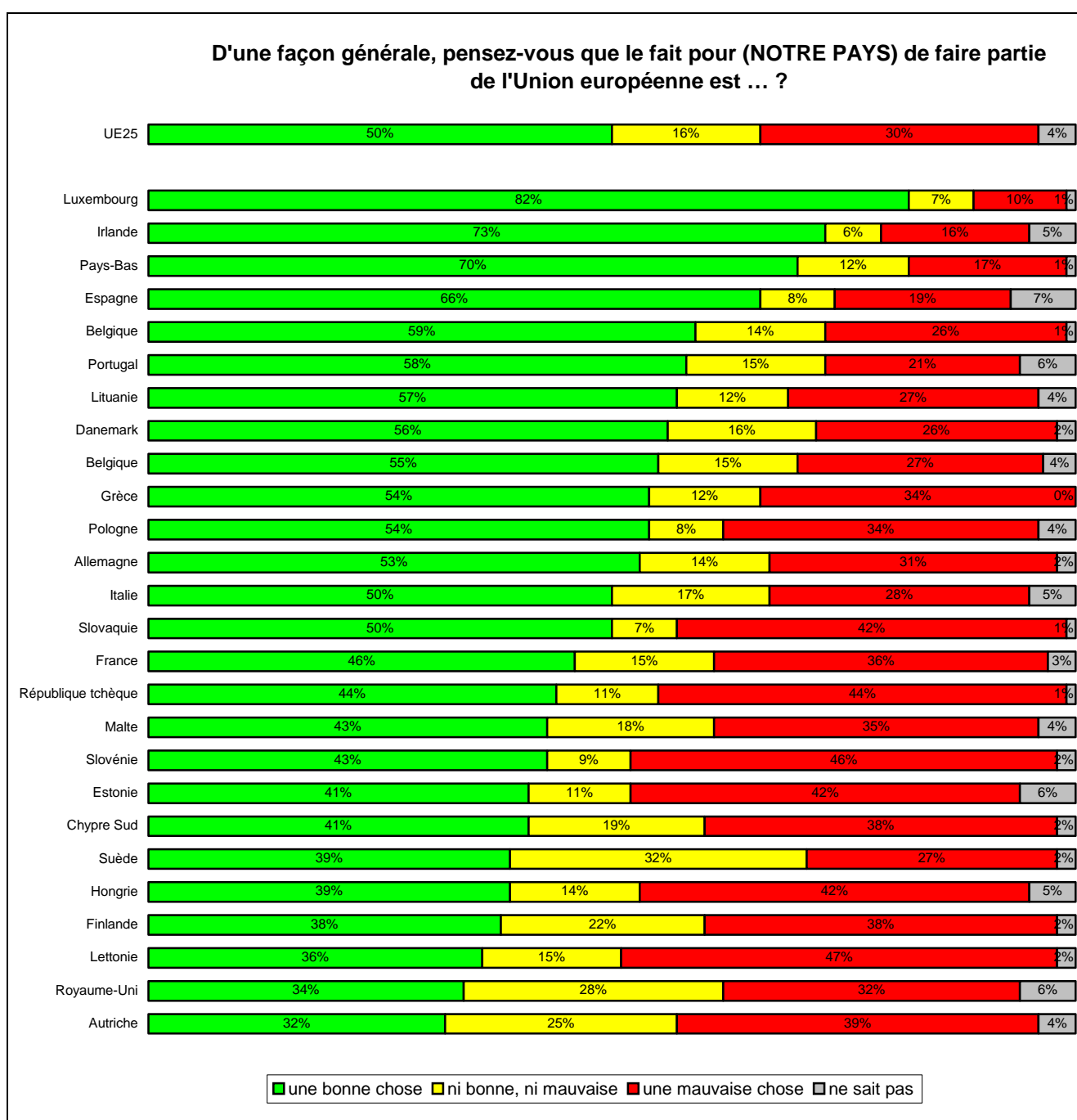


Chapitre 3

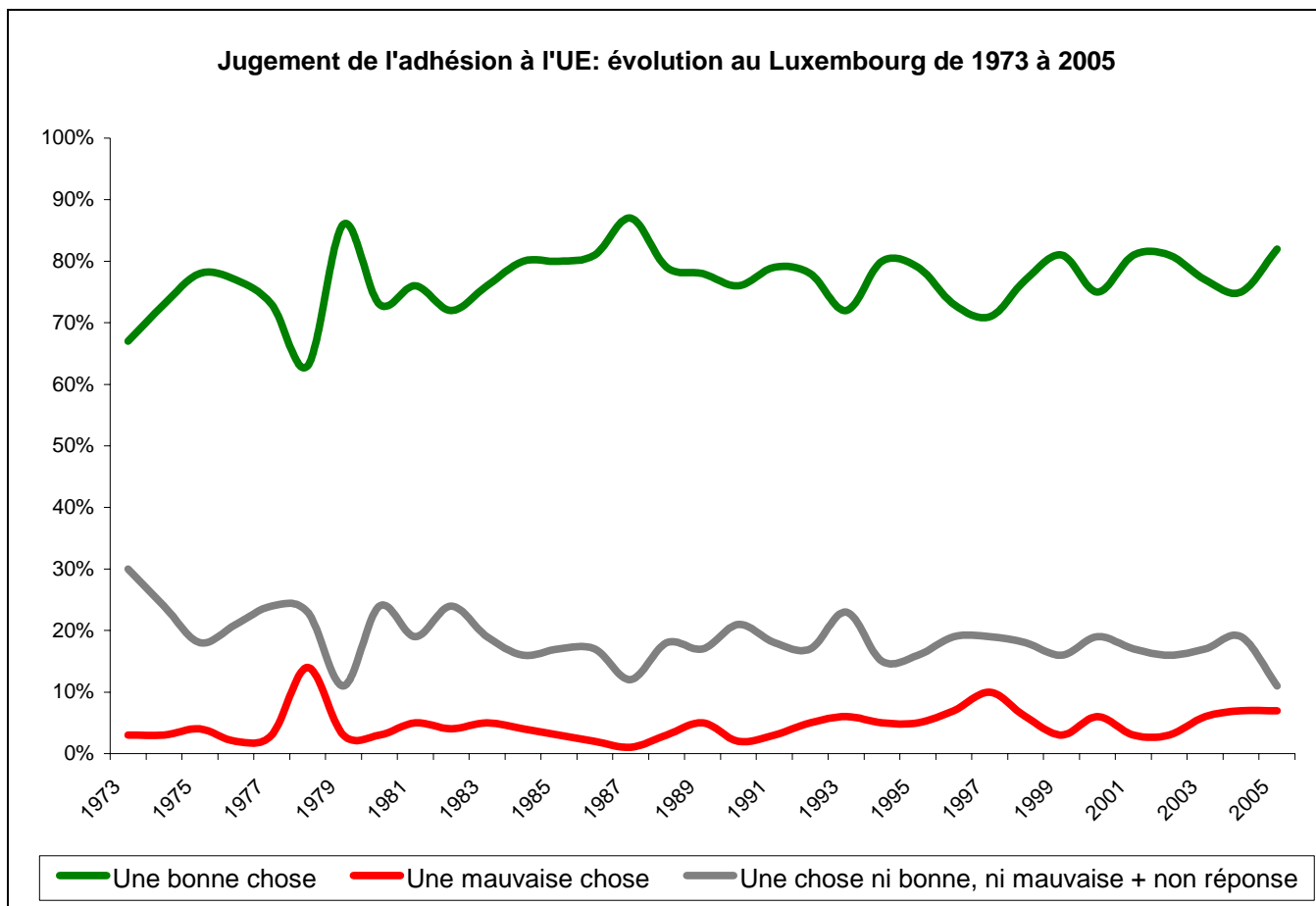
III. Être de nos jours un membre de l'Union européenne

Le Luxembourg se trouve avec l'Irlande en tête du classement des pays qui adhèrent le plus à l'Union européenne et qui estiment bien en bénéficier. Cet état de choses évolue finalement peu si l'on analyse les chiffres sur près de 20 ans ou plus, comme le montrent les analyses historiques. A l'exception du marché du travail, la population du Luxembourg considère majoritairement que les effets économiques de l'Union européenne sont positifs. Si l'image dont bénéficie l'UE reste plus positive que négative, il faut remarquer que le niveau est bien moins élevé pour cet indicateur et qu'on observe un décalage certain entre appréciation de l'appartenance et perception de l'UE.

III.1. Soutien pour l'appartenance à l'Union européenne

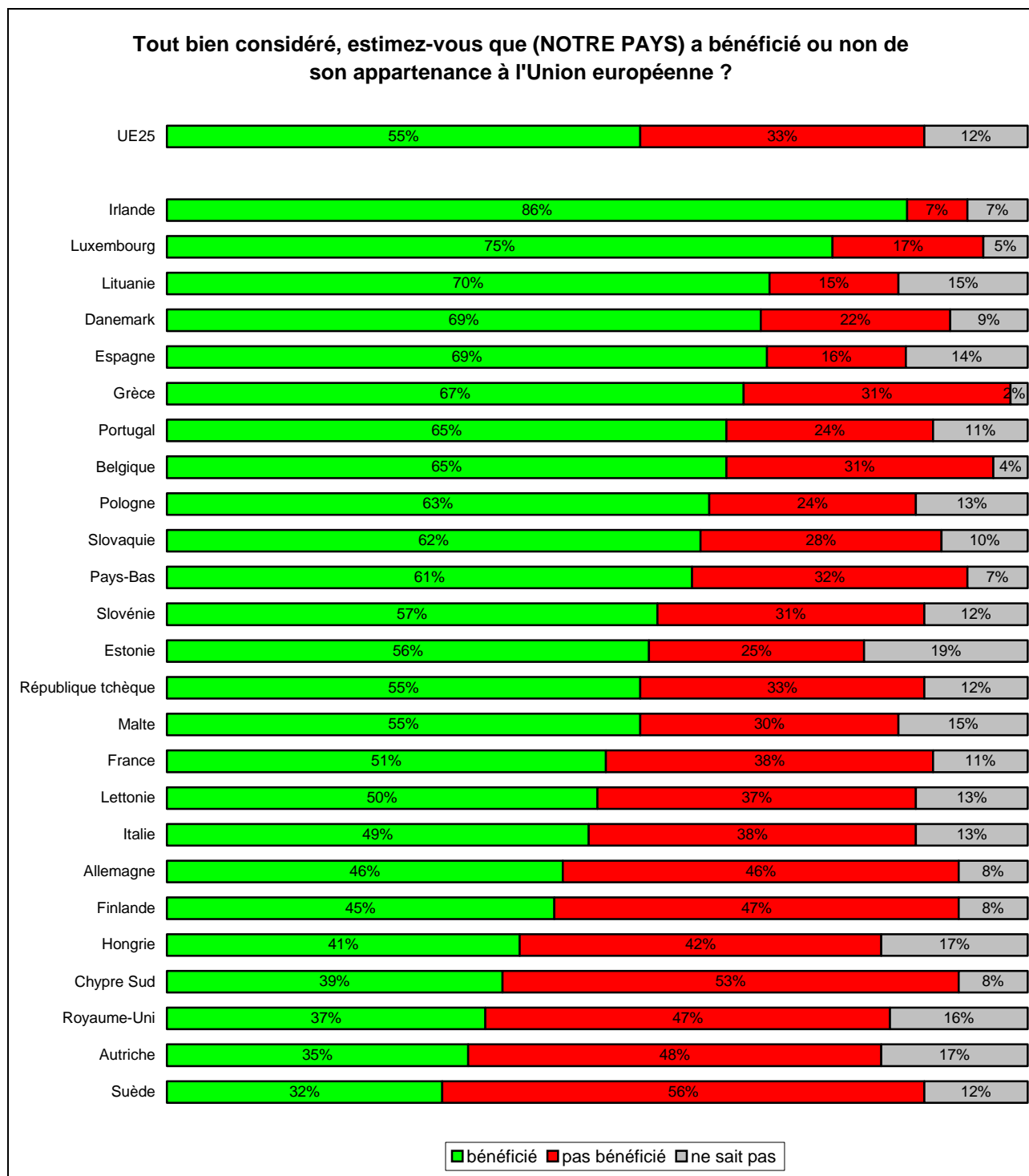


Au Luxembourg, 82% des citoyens déclarent que l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne est une bonne chose (UE: 50%). Derrière les Luxembourgeois, ce sont les Irlandais (73%), les Néerlandais (70%) et les Espagnols (66%) qui sont les plus favorables à l'appartenance de leur pays à l'Union européenne. A l'inverse, les plus défavorables sont les Britanniques (34%) et les Autrichiens (32%).

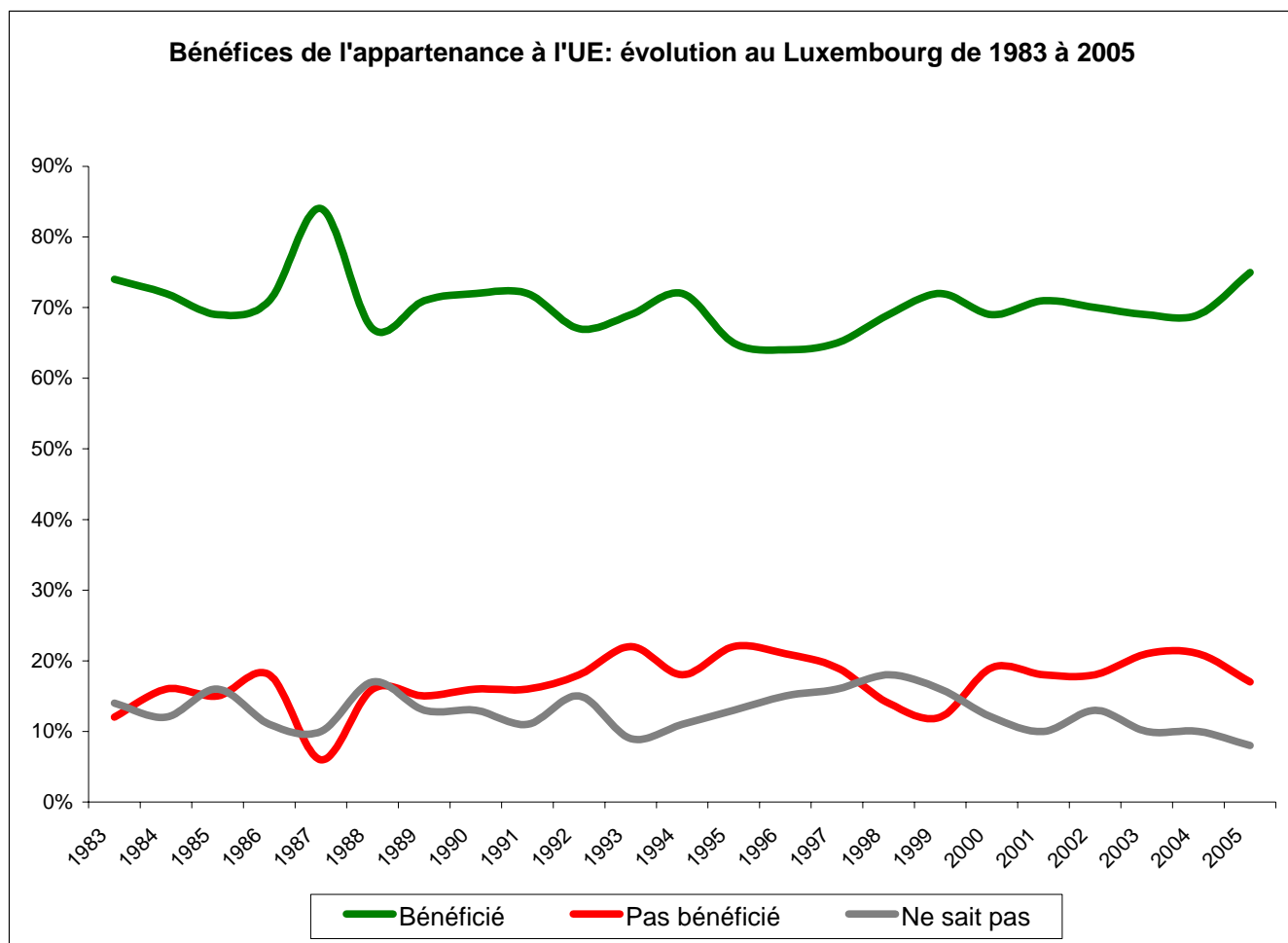


Depuis 1973 le Luxembourg connaît des taux d'adhésion élevés à l'UE qui oscillent entre 70% et 80%, les opinions contraires n'ayant plus dépassé le niveau des 10% depuis 1978.

III.2. Bénéfices octroyés grâce à l'appartenance à l'Union européenne

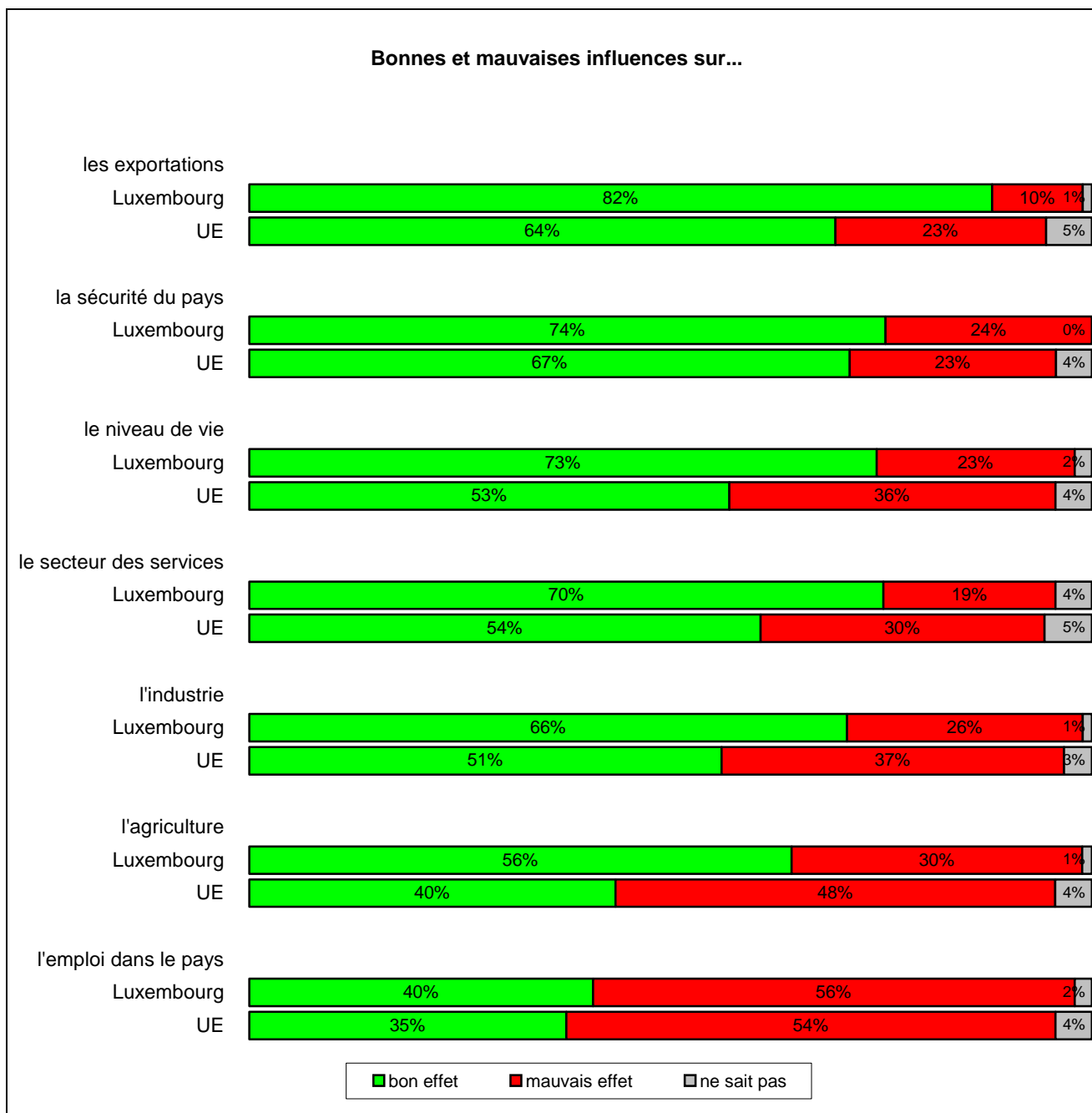


En corollaire à la question précédente, trois personnes sur quatre interrogées au Luxembourg (75%) estiment que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (UE: 55%). Avec ce taux, le Luxembourg se situe en deuxième position, immédiatement après l'Irlande (86%) et devant la Lituanie (70%).



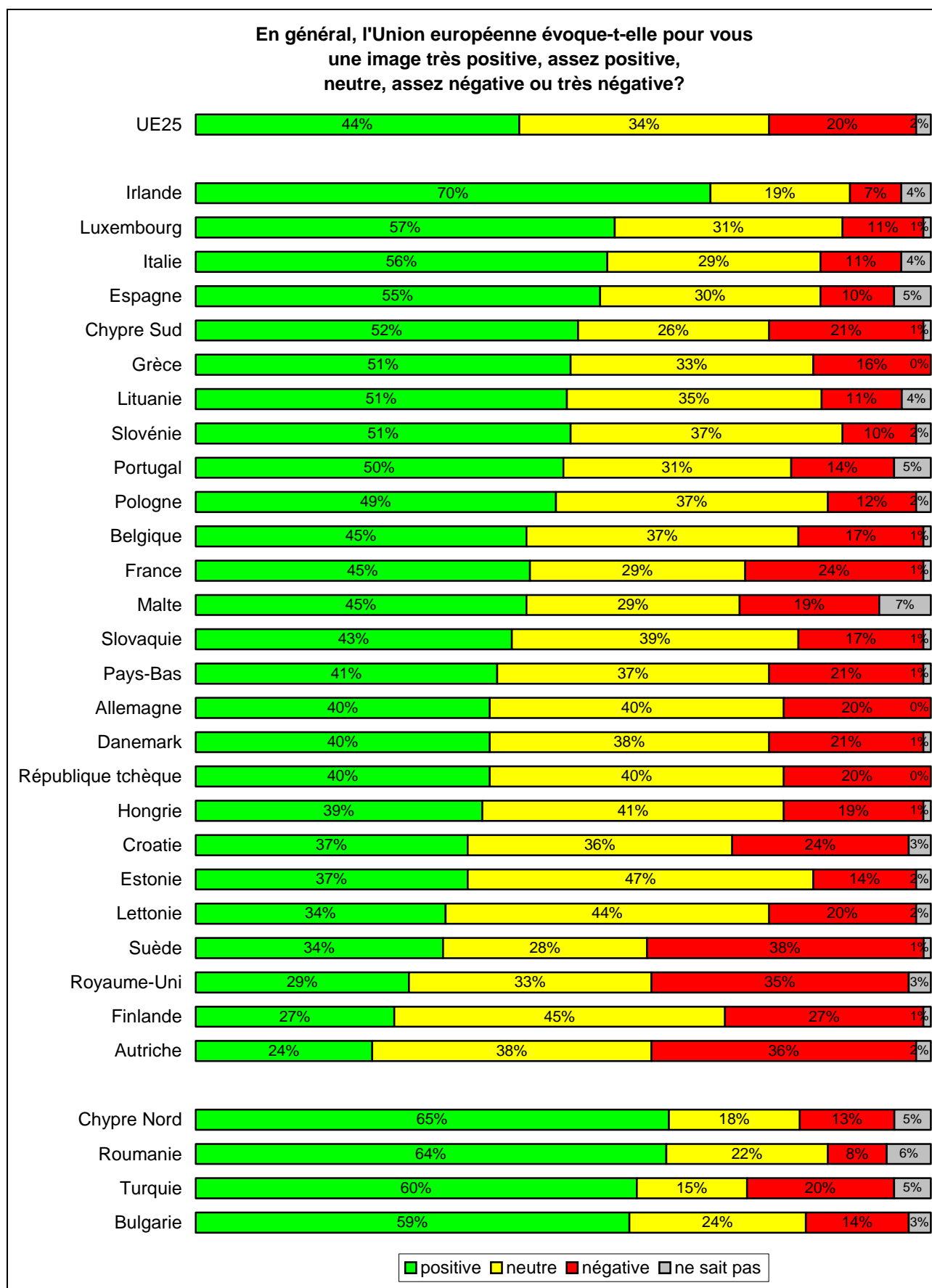
Depuis 1983 cet indicateur évolue dans une fourchette de 65% à 75% avec une tendance récente à la hausse des opinions favorables. Les opinions négatives avoisinent néanmoins régulièrement la barre des 20%.

III.3. Bonnes et mauvaises influences



Si l'appartenance à l'UE a, pour une majorité des personnes interrogées, de bonnes influences, essentiellement sur les exportations et sur le niveau de vie et à des degrés divers pour les différents secteurs économiques, l'emploi semble subir des effets négatifs à cause de l'Union européenne. Cette analyse vaut aussi bien pour le Luxembourg que pour l'ensemble de l'UE, mis à part le secteur de l'agriculture où les Luxembourgeois estiment plutôt bénéficier que de perdre, à l'inverse de l'ensemble de l'UE.

III.4. Image positive, mais mitigée de l'Union européenne



Pour 57% (UE : 44%) des habitants du Luxembourg, l'Union européenne évoque une image positive, pour 11% (UE : 20%) une image négative et pour 31% (UE : 34%) une opinion neutre. Le Luxembourg suit l'évolution européenne où la part des mentions positives est en baisse de 50% en automne 2004 à 47% au printemps 2005.

Avec 57% de ses habitants ayant une image positive de l'Union européenne, le Luxembourg figure en deuxième position des pays membres, juste derrière l'Irlande (70%) mais devant l'Italie (56%) et l'Espagne (55%). D'un autre côté, l'image de l'Union européenne est plutôt mauvaise en Autriche (24% d'opinions positives), en Finlande (27%) et au Royaume-Uni (29%).

Notons encore les résultats dans les pays futurs Etats membres ou candidats : l'image de l'Union européenne y est très positive, bien au-dessus de la moyenne des pays membres de l'actuelle UE.

Chapitre 4

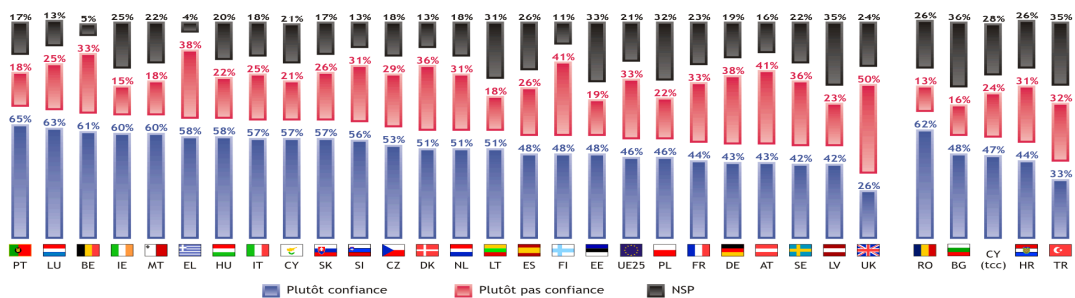
IV. Confiance accordée aux institutions européennes

La confiance accordée aux institutions européennes est largement supérieure au Luxembourg par rapport au niveau de l'Union européenne dans son ensemble. Signalons le score élevé du Portugal, pays d'origine du Président actuel de la Commission européenne. Même si la perception propre des connaissances sur le fonctionnement de l'UE n'est pas mauvaise, il n'en demeure pas moins vrai que p.ex. la connaissance de la structure du budget communautaire est complètement erronée que ce soit au Luxembourg ou dans les autres pays membres.

IV.1. Les institutions européennes

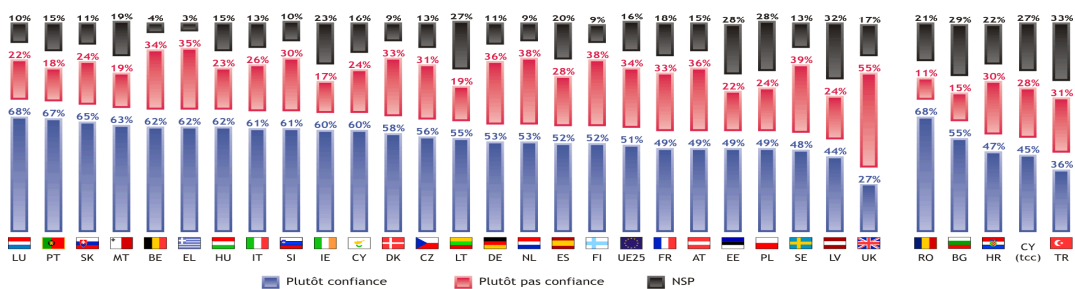
Question: 27.2. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: La Commission européenne

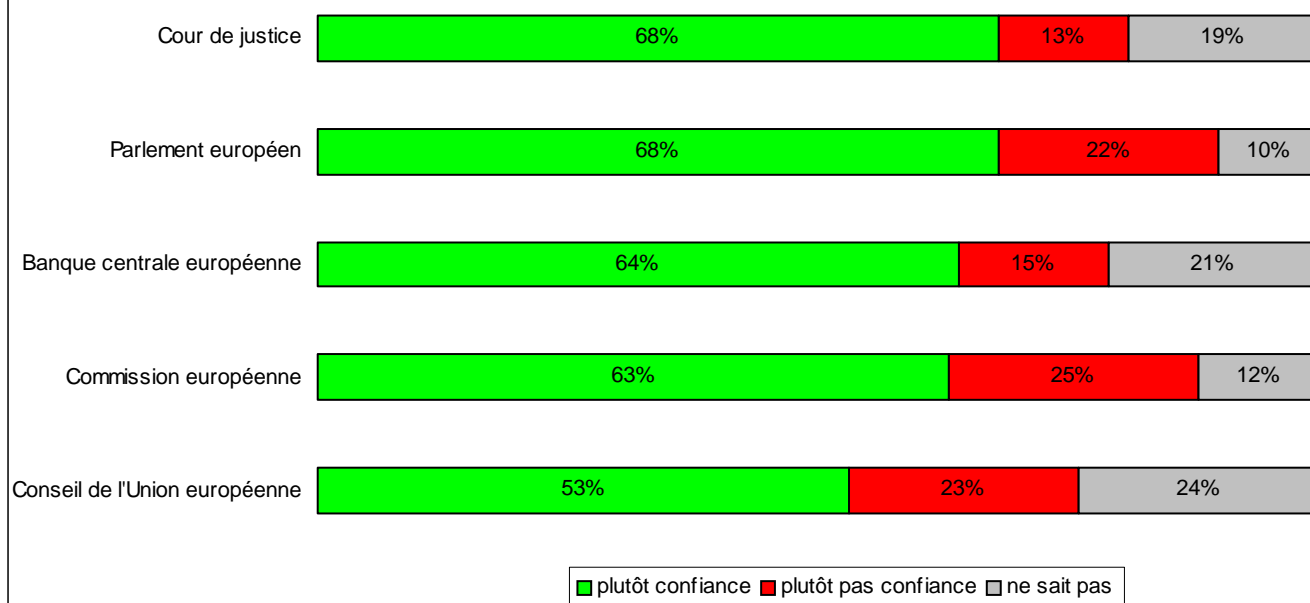


Question: 27.1. Et pour chacune d'entre elles, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

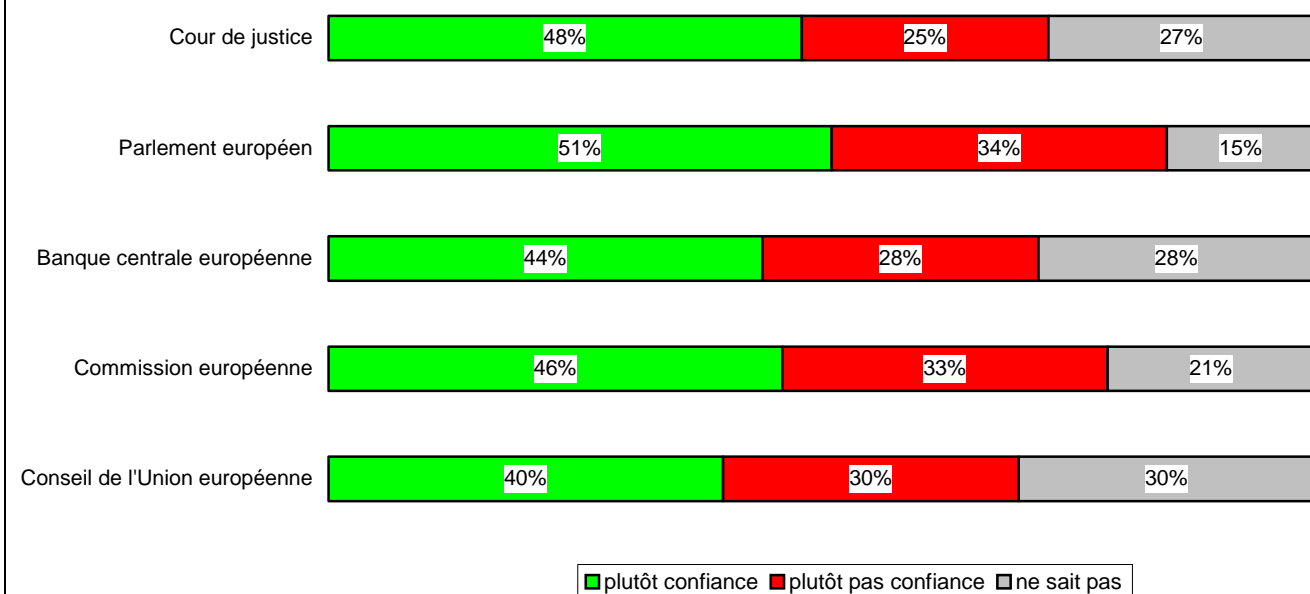
Possibilité: Le Parlement européen



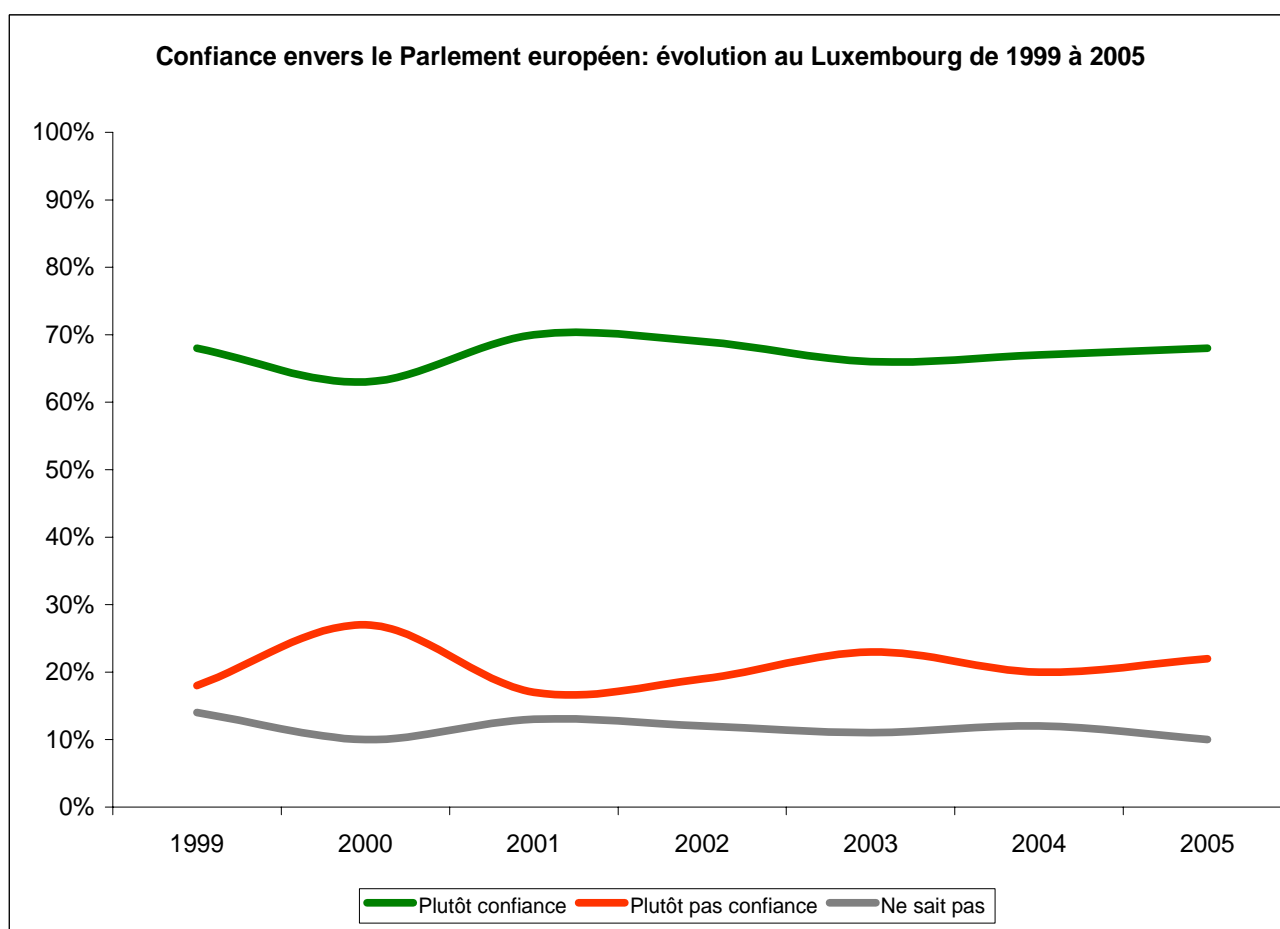
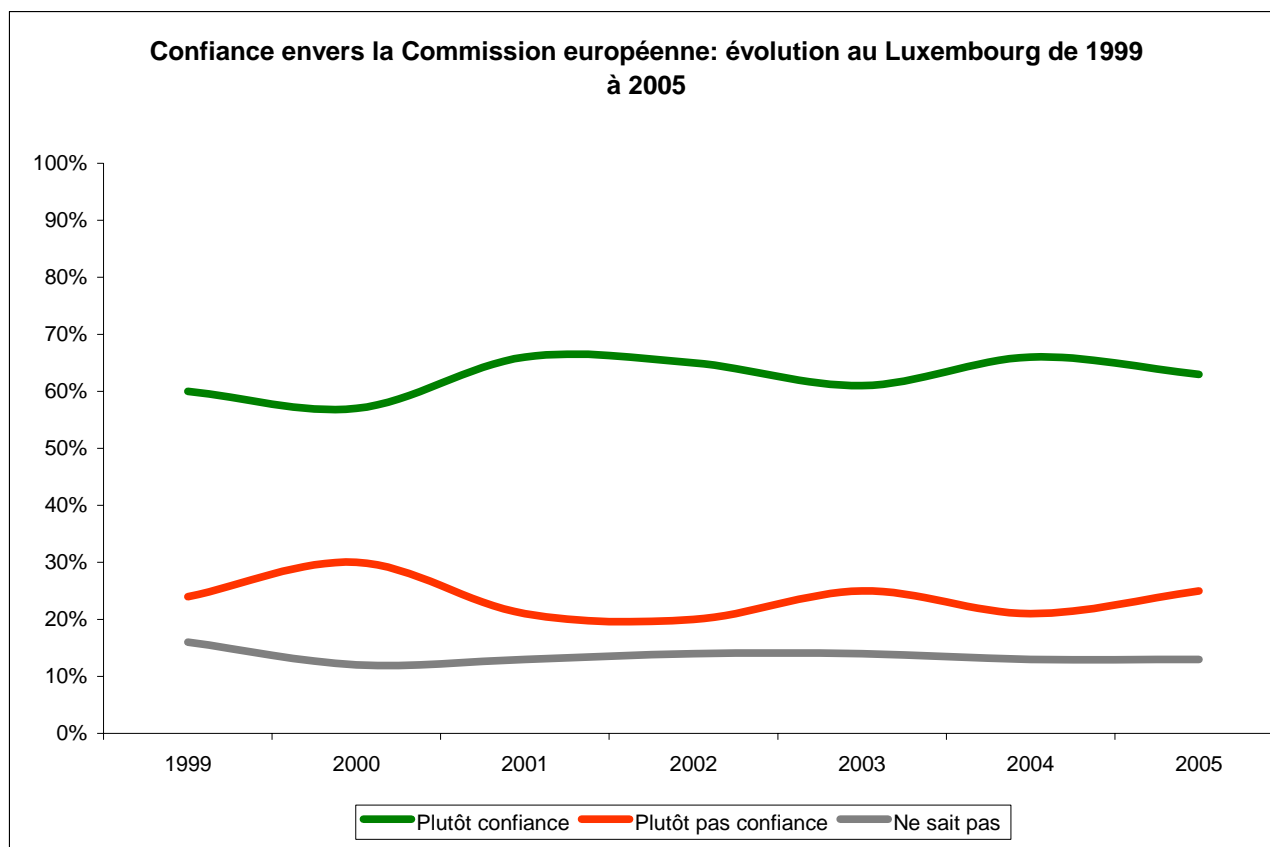
Confiance envers les institutions européennes (Luxembourg)



Confiance envers les institutions européennes (UE)

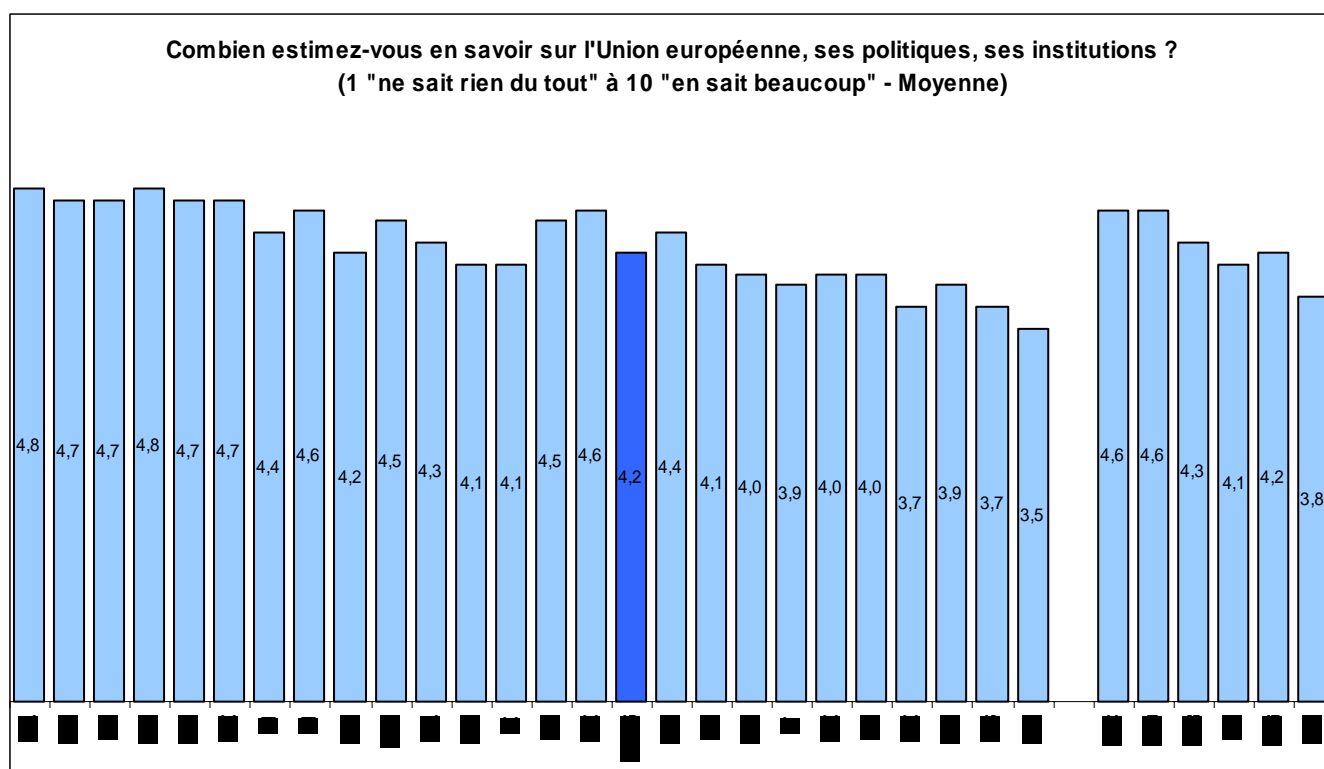
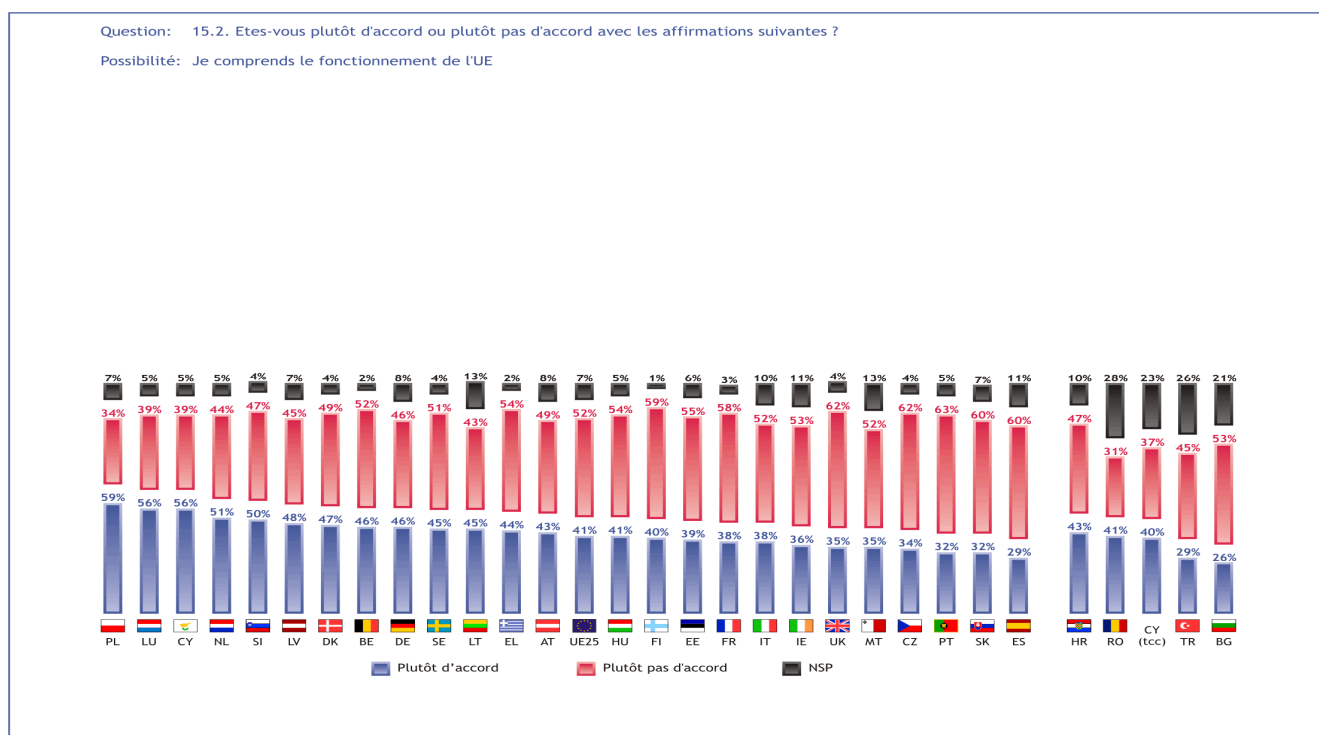


La confiance accordée aux institutions européennes est largement supérieure au Luxembourg par rapport au niveau de l'Union. Au Luxembourg, la Cour de justice perd 2 points, mais se trouve toujours en tête avec 68% d'opinions favorables (UE: 48%), au même niveau que le Parlement européen avec 68% (+1 point; UE: 51%). Viennent ensuite la Banque centrale européenne, inchangée à 64% (UE : 44%), la Commission européenne avec 63% (+2 points ; UE: 46%) et le Conseil de l'Union européenne avec 53% (+2 points ; UE: 40%).



Connaissance de l'Union européenne

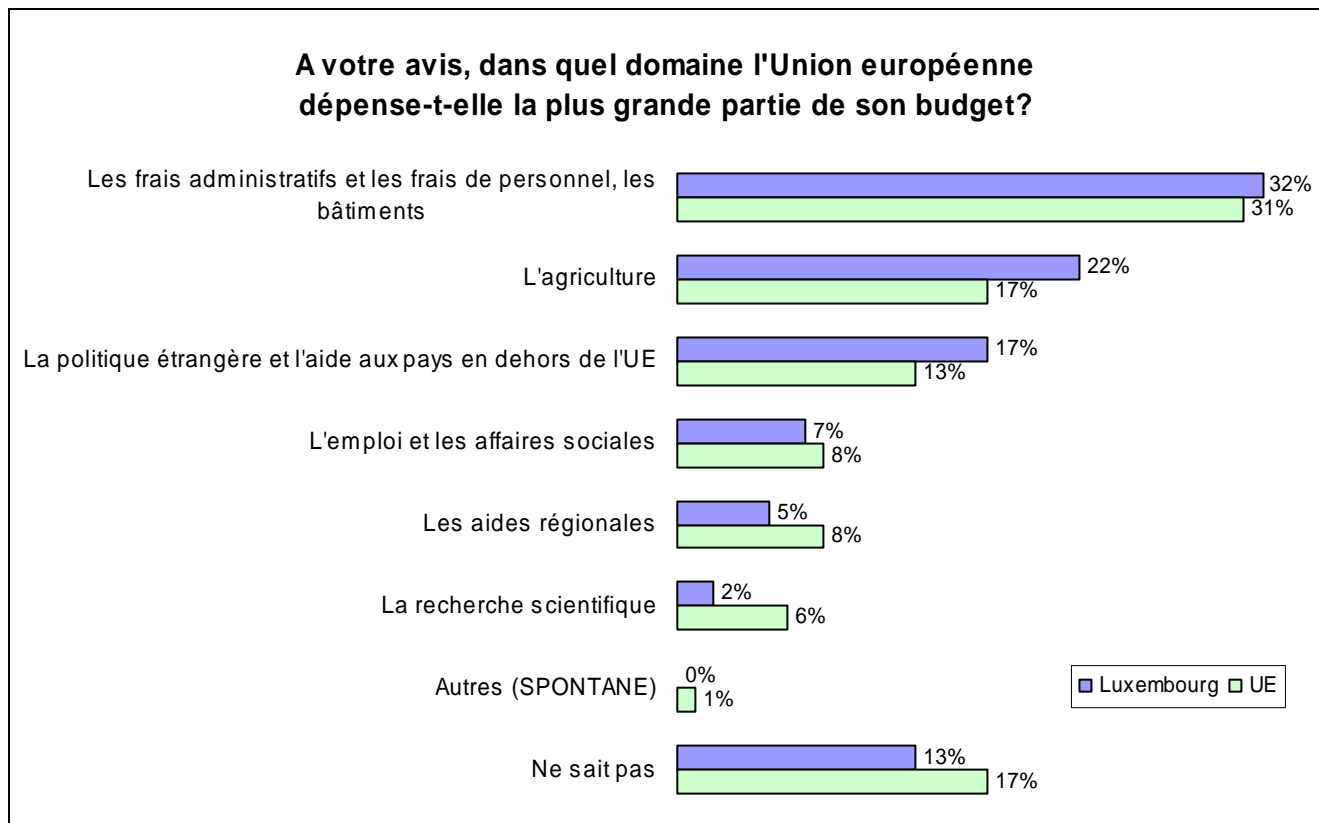
IV.2. La compréhension du fonctionnement et la connaissance réelle de l'UE



La population du Luxembourg déclare avec un taux de 56% (UE : 41%) comprendre le fonctionnement de l'UE et se classe en deuxième position derrière la Pologne (59%). En demandant aux enquêtés de se classer sur une échelle de 1 à 10 pour estimer leur niveau de connaissances, il est intéressant de noter que dans aucun pays la valeur moyenne de 5 n'est dépassée; tous les chiffres nationaux convergent et ne varient que de 3,5 à

4,8. En se classant également dans le peloton de tête avec un taux moyen de 4,7 points (UE: 4,2), le Luxembourg se trouve en compagnie de pays comme les Pays-Bas (4,8), l'Allemagne (4,8), le Danemark (4,7), l'Autriche (4,7) et la Suède (4,7). Ces questions ont surtout une valeur de mesure de l'appréhension vis-à-vis de l'UE que peuvent avoir des citoyens qui ne comprendraient pas d'après eux-mêmes le fonctionnement de celle-ci.

IV.3. Les investissements du budget l'UE



Interrogés sur le poste le plus important du budget de l'Union européenne, 32% des sondés au Luxembourg pensent aux frais administratifs (UE: 31%). Suivent l'agriculture avec 22% (UE: 17%), la politique étrangère et l'aide aux pays en dehors de l'Union européenne avec 17% (UE: 13%), l'emploi et les affaires sociales avec 7% (UE: 8%), les aides régionales avec 5% (UE: 8%) et la recherche scientifique avec 2% (UE : 6%). Cette question est régulièrement posée dans les enquêtes Eurobaromètre depuis plusieurs années et les résultats ne varient que de façon marginale les ordres de grandeur et les rapports entre réponses n'évoluant guère.

Sachant que l'agriculture, suivie des aides régionales, constituent de loin les postes budgétaires les plus importants de l'UE, et que les frais administratifs se limitent à environ 5% du budget, on doit constater un décalage important entre les appréciations des sondés et les dépenses budgétaires réelles.

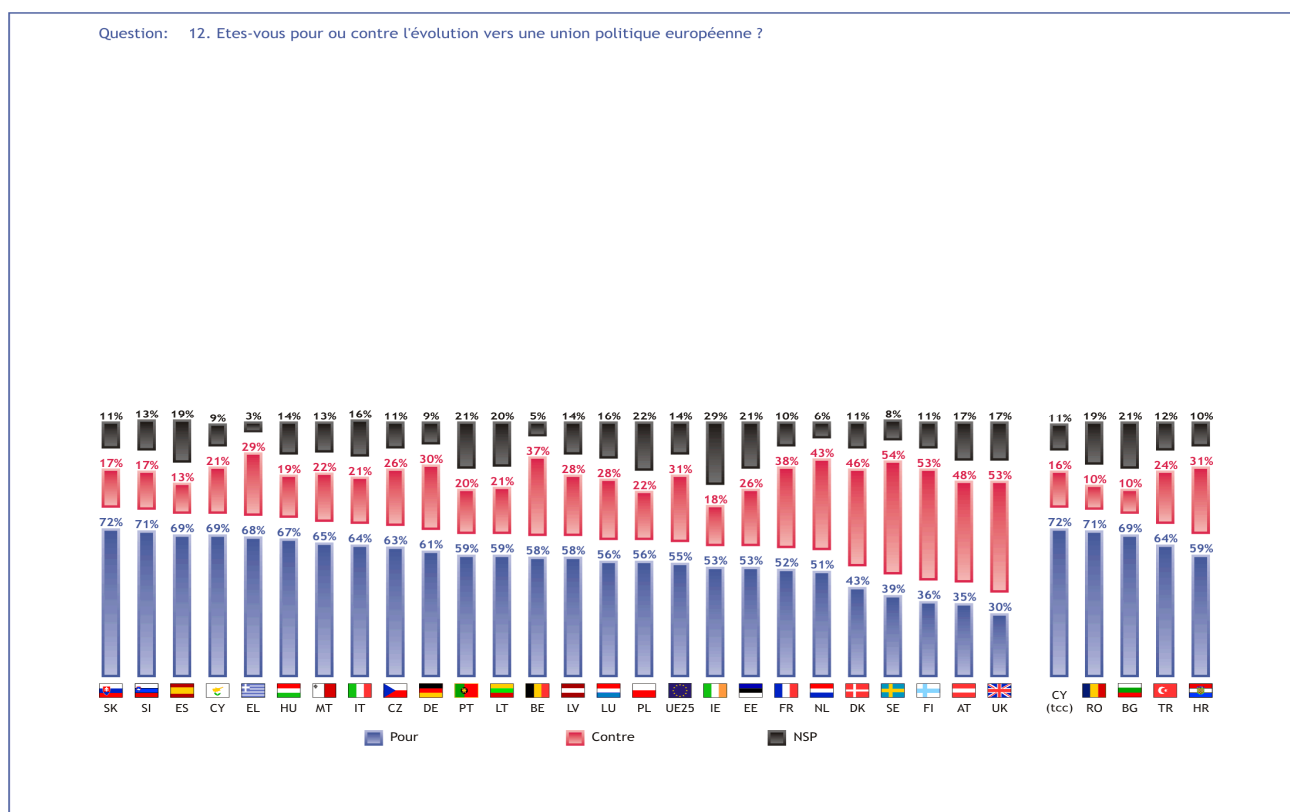
Chapitre 5

V. Union politique et Constitution européenne

Parlant de l'opinion favorable à l'évolution vers une union politique européenne, le résultat du Luxembourg correspond à celui de l'ensemble de l'UE, à la quinzième place seulement de tous les pays membres.

Une Constitution européenne est considérée comme nécessaire au bon fonctionnement des institutions européennes; d'ailleurs, les conséquences éventuelles seraient positives aux yeux de la majorité des citoyens de l'UE et du Luxembourg. Pour avancer dans la démarche d'arriver à terme à l'adoption d'une Constitution, plus de la moitié des interrogés au Luxembourg (53 %) se prononcent pour une renégociation du projet actuel.

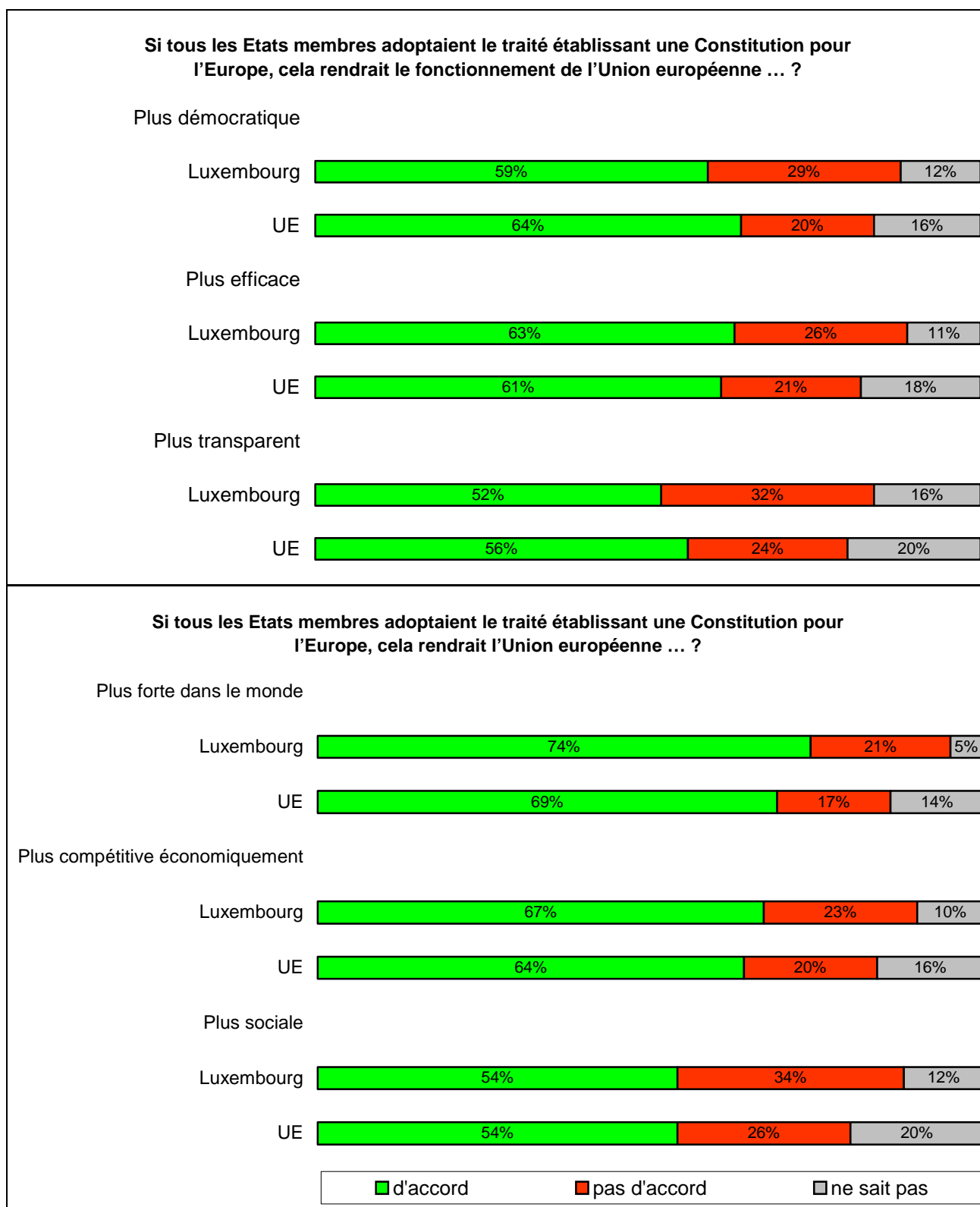
V.1. Pour ou contre une Union politique européenne



55% des citoyens de l'UE se prononcent en faveur d'une évolution vers une union politique européenne et 31% sont contre, 14% ne s'exprimant pas. Au Luxembourg les rapports sont du même niveau avec 56% d'opinions favorables, 28% d'opinions défavorables et 16% de non-réponses. En forçant un peu le trait, on peut dire que le résultat luxembourgeois correspond à la moyenne de l'Union. Le Luxembourg ne se classe donc pas dans le peloton de tête des pays (Slovaquie 72%, Slovénie 71%, Espagne 69%, Chypre 69%, Grèce 68% et Hongrie 67%) qui ambitionnent davantage d'union politique européenne. L'ensemble des citoyens des 10 nouveaux pays membres exprime également avec 60% une plus grande volonté d'union politique.

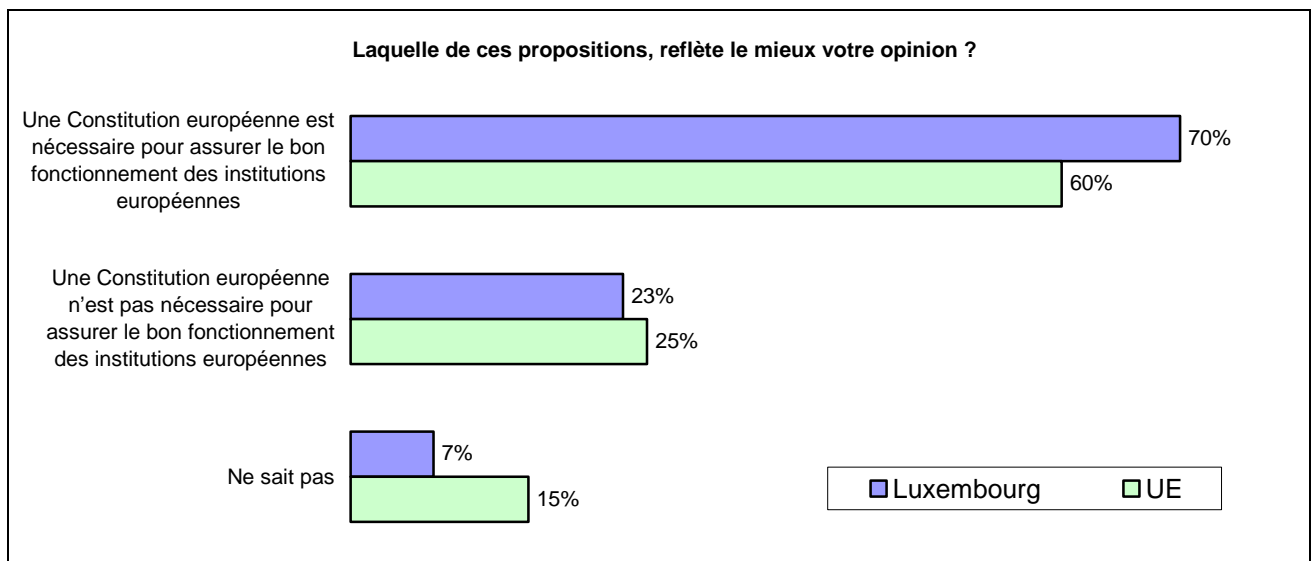
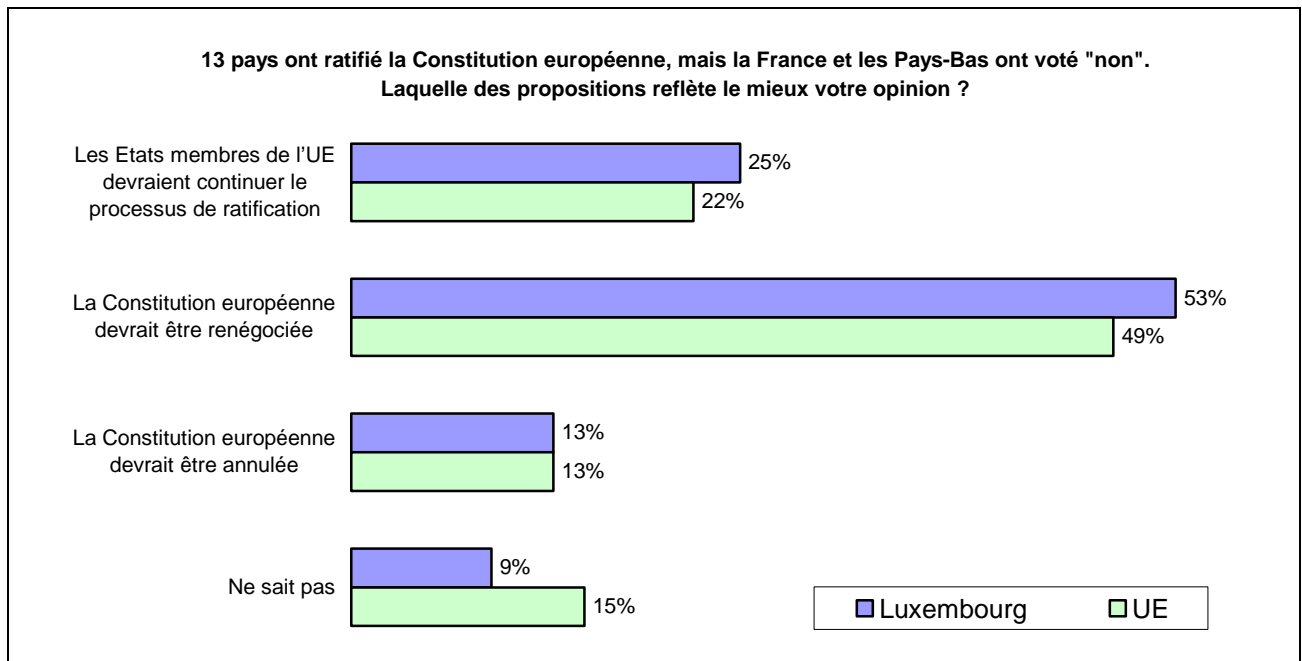
Au niveau des classes d'âge, on remarque au Luxembourg une nette réticence des moins de 20 ans avec 37% d'opinions défavorables, c'est-à-dire le double de l'ensemble des répondants ayant 20 ans ou plus (19%).

V.2. Vue sur la Constitution européenne



En demandant aux citoyens d'apprécier les conséquences éventuelles de l'adoption d'une Constitution pour l'Europe, on constate une forte majorité d'opinions positives. Lorsqu'on évoque les conséquences sur le fonctionnement de l'UE et le poids de celle-ci, les opinions négatives ne dépassent jamais un tiers des réponses.

V.3. La Constitution européenne : la suite du processus

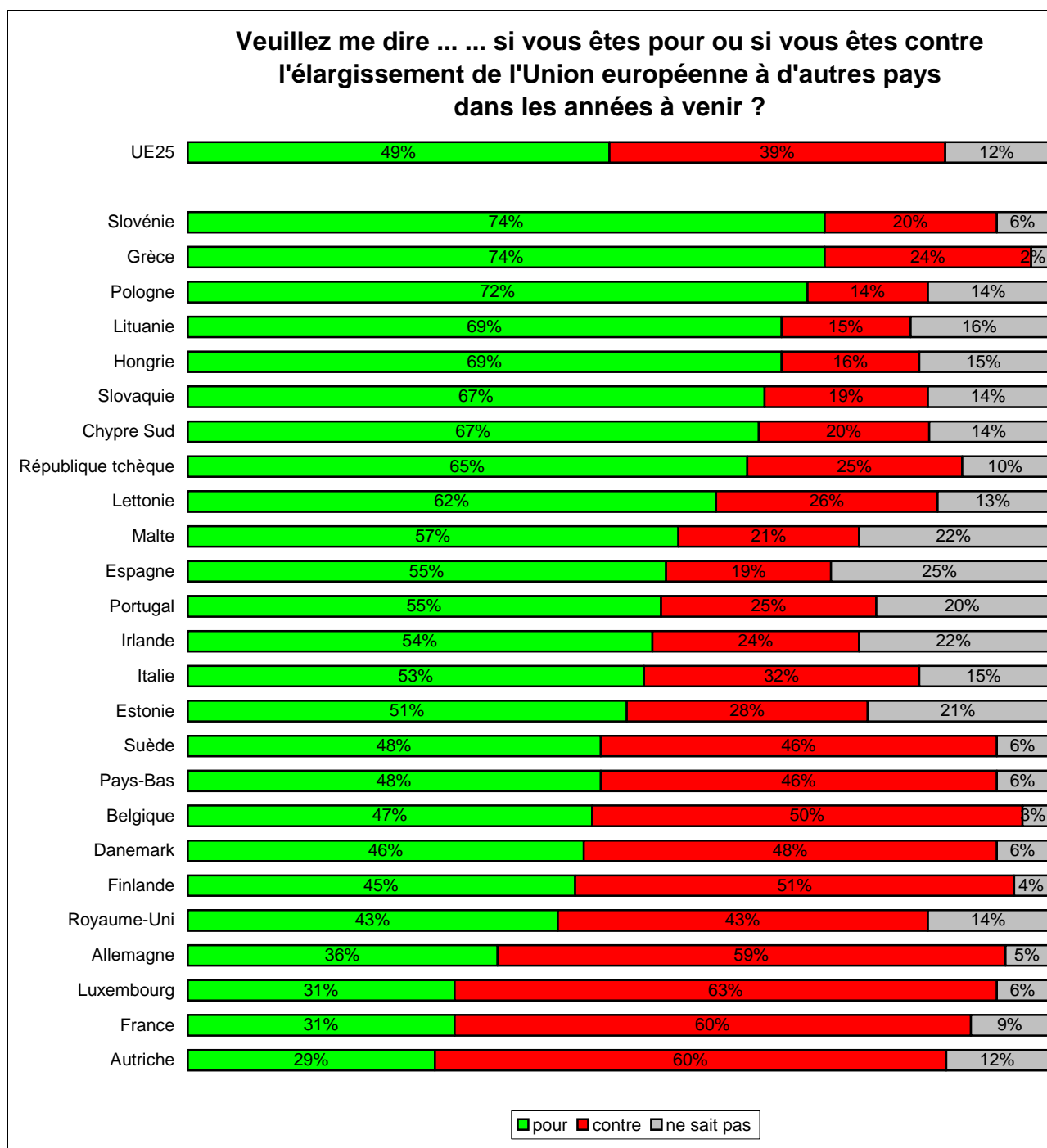


On voit qu'au Luxembourg, les réponses aux deux questions concernant la Constitution européenne et la suite du processus correspondent globalement à celles de l'ensemble de l'UE. Une personne sur huit seulement s'exprime en faveur de l'abandon de la démarche, une sur quatre veut continuer le processus de ratification en cours et la moitié des citoyens préconise une renégociation du projet de Constitution. Il n'y a d'ailleurs qu'un quart de la population au Luxembourg et dans l'UE qui met en cause la nécessité d'avoir à terme une Constitution européenne.

L'élargissement de l'Union européenne

Le Luxembourg forme avec l'Allemagne, la France et l'Autriche les 4 pays les plus opposés aux futurs élargissements de l'UE. Cependant les trois pays non candidats (Norvège, Suisse et Islande) sont les bienvenus au sein de l'UE, si on demande aux citoyens du Luxembourg leur avis pays par pays. La Turquie se voit rejetée le plus avec l'Albanie.

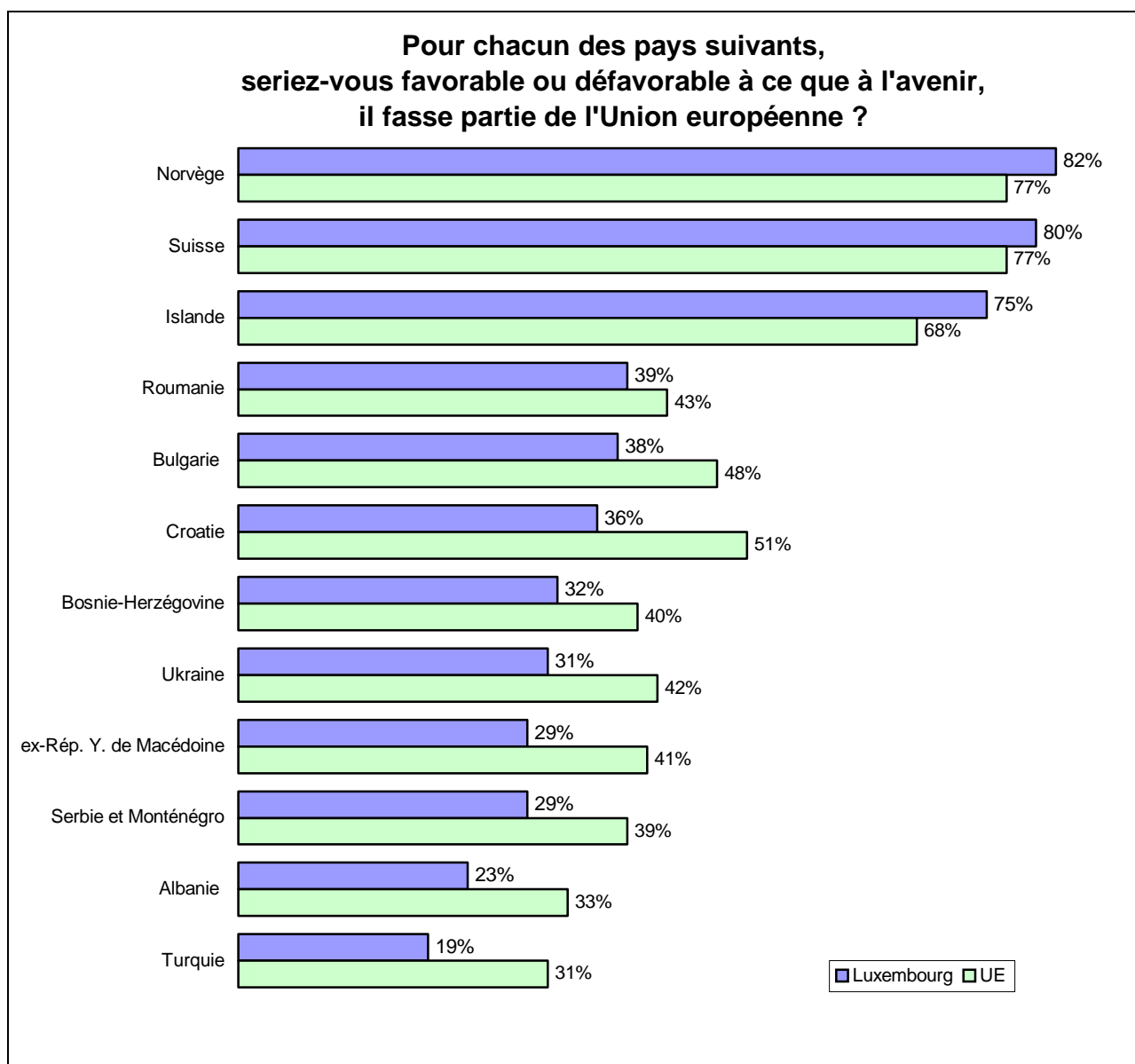
V.4. Les élargissements futurs



Les résidents du Luxembourg sont très largement opposés à un futur élargissement de l'Union européenne. Seulement 31% (UE: 49%) s'expriment pour une continuation du processus d'élargissement et 63% (UE: 39%) contre; lors du précédent Eurobaromètre au printemps 2005, il y avait encore 33% (UE: 50%) de protagonistes d'élargissements futurs. Le Luxembourg se place ainsi avec la France, l'Allemagne et l'Autriche dans le camp des pays où seulement environ un tiers de la population soutient l'idée de futurs élargissements. Notons que parmi les six pays fondateurs, il n'y a que l'Italie qui est nettement en faveur d'une extension de l'Union à d'autres pays. La réprobation de futurs élargissements et même de l'élargissement aux dix nouveaux pays en 2004 est très nette au Luxembourg dans cette période post-référendaire sur la Constitution européenne.

V.5. Quels Etats doivent entrer dans l'UE ?

Les résultats du tableau sont basés sur les réponses « favorable à l'adhésion »



La réprobation générale de la majorité des résidents du Luxembourg doit être nuancée en fonction du pays concerné le cas échéant par un éventuel élargissement futur. Ainsi voit-on favorablement l'adhésion future de pays comme la Norvège, la Suisse ou encore l'Islande (qui ne sont pas candidats), loin devant les futurs Etats membres comme la Bulgarie et la Roumanie et les autres pays candidats. L'idée d'une adhésion de l'Albanie et

de la Turquie est clairement rejetée et par l'opinion publique au Luxembourg et celle de l'Union européenne dans son ensemble.

Remarquons que depuis le précédent sondage Eurobaromètre de printemps 2005, le rejet de tous les pays s'accroît fortement; ainsi p.ex. la Bulgarie passe de 49% à 38% d'opinions favorables à l'adhésion, la Roumanie de 48% à 39%, la Croatie de 43% à 36%. En fin de tableau, l'Albanie recule de 29% à 23% et la Turquie de 22% à 19%.